

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 286. — 14 MAI 1966

MINES DE FER ET SIDÉRURGIE LORRAINES

*Pourquoi
la crise ?*

●
**QUELLE POLITIQUE
OPPOSER AU
PATRONAT ET AU
GOUVERNEMENT**

(pp. 6 et 7)

Il y a 30 ans...

■ **LE FRONT
POPULAIRE**

(p. 10)

●
■ *L'Historique
de la guerre
du Vietnam*

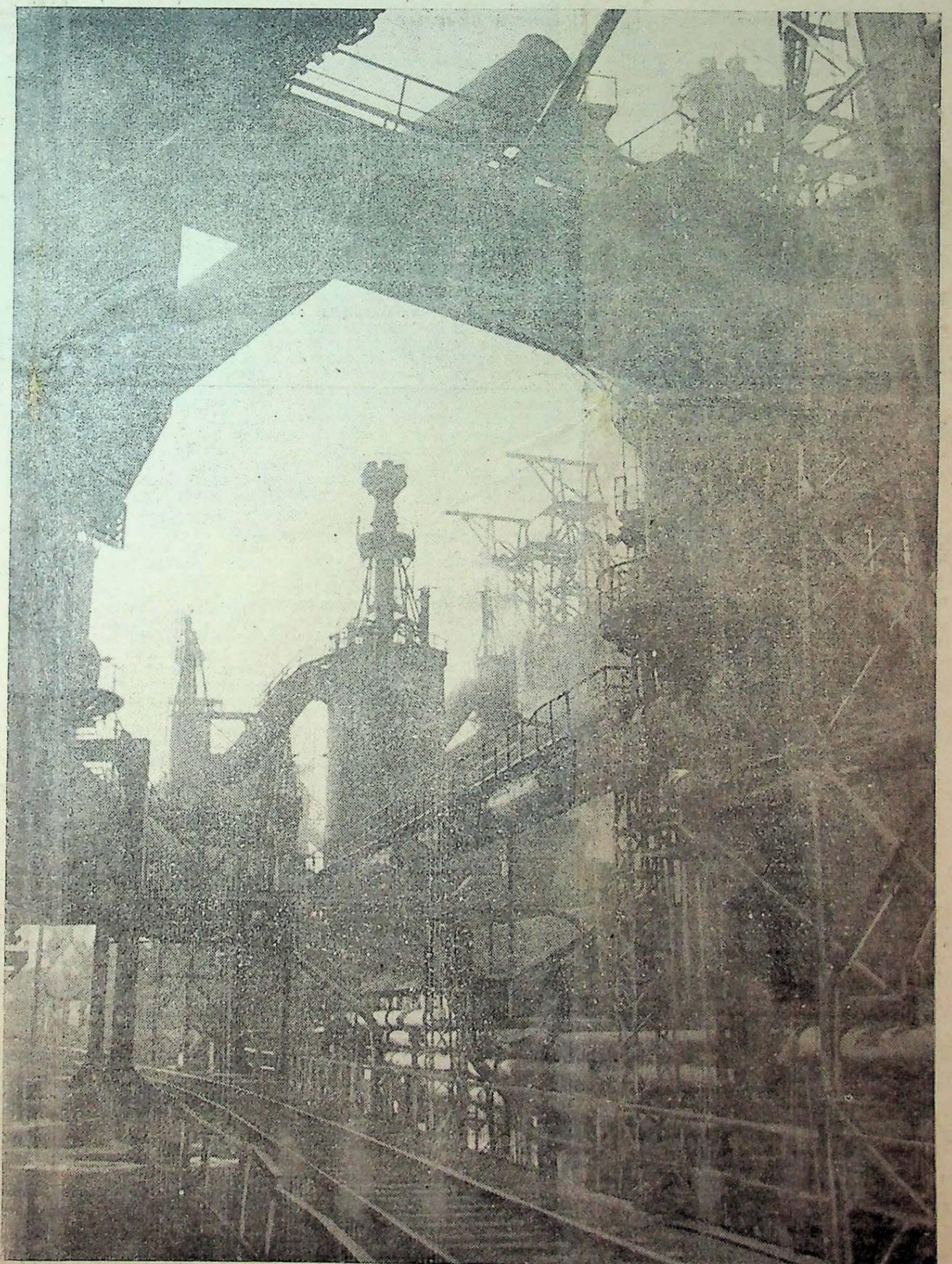
(p. 8)

CINEMA :

Le Festival de Cannes

■ **“ UN PÉTARD
MOUILLÉ ”**

(p. 11)



(Photo A.D.P.)

COURRIER DES LECTEURS

● Réflexion sur l'interdiction d'un film

Après (et peut-être grâce à) l'interdiction du film « La Religieuse » par les fanatiques de l'Eglise (et il y en a encore), Diderot, ami de la liberté et de la justice, Diderot, humaniste et, logiquement, anticlérical, a refusé surface.

Avec lui, l'Encyclopédie pourrait revenir d'actualité. Je verrais avec plaisir une discussion s'ouvrir à ce sujet dans « Tribune Socialiste ».

Pour ce faire, veux-je rejeter les bases. Que signifie le mot encyclopédie ?

D'abord son origine : n.f. grec EN, dans KUKLOS, cercle - PAIDEIA, enseignement. Selon moi (veuillez excuser le moi), un ouvrage encyclopédique ne peut exister, puisqu'il s'agit d'un enseignement et, par là même,

d'une recherche constante et d'une discussion renouvelée des connaissances humaines.

Tout homme ayant le souci de son intelligence doit suivre l'encyclopédie, c'est-à-dire s'instruire de toutes les branches (arts, sciences, etc.).

De nos jours, les œuvres s'intitulant encyclopédiques ne traduisent que des fragments (importants, certes) des connaissances humaines et, bien souvent, n'envisagent pas l'éternelle évolution des problèmes posés à l'humanité.

Qu'en pensez-vous, camarades ? Quant à moi, je pense que l'encyclopédie doit être une longue recherche, et il y a place pour elle dans « Tribune Socialiste ».

Bonnell-Lille.

LES ACTIVITÉS DU PARTI

● Le P.S.U. au travail
Deux récents week-ends de formation

Le 7 et 8 mai, une trentaine de militants de la Fédération du Jura et de celle de l'Ain se sont réunis dans la maison de vacances de Champan-dre, près de Saint-Claude. Michel Hollard, membre du C.P.N. et Pierre Bariol ont animé les débats sur la stratégie du contre-plan; les premières bases d'une recherche sur l'économie jurassienne ont été jetées.

Au même moment, à Savigny (sud de la Haute-Marne), René Schulbaum, membre du C.P.N. et Michel Massonand animaient un week-end commun aux Fédérations de la Haute-Marne, de la Marne, de la Haute-Saône et du Doubs. Là encore recherches sur le contre-plan, discussion sur les conclusions à tirer de la rencontre de Grenoble. Le dimanche après-midi, Marc Heurgon introduisait une discussion sur la stratégie du P.S.U. dans les mois à venir

● Une réunion étudiante à Metz

Réunion-débat organisée par le groupe étudiant de Metz sur le problème de la crise lorraine et sur les perspectives du P.S.U. 50 participants en majorité étudiants, participaient

à la discussion animée par Jean-François Pertus, secrétaire national, étudiant, et par Marcel Grégoire. Prélude à la création d'un C.E.S. dans les prochains mois à Metz.

● Les prochains week-ends de formation

Fédération de la Loire. — Samedi 14 et dimanche 15 mai : Maison familiale de Pouilly-les-Feurs. Stage animé par André Garnier et Marcel Pierre.

Fédération du Tarn. — Dimanche 15 mai : Café de la Halle, place de l'Albinque, Castres : « Les conditions du développement économique du Tarn », réunion animée par Hubert Prevost et André Croste.

Fédération des Hautes-Alpes. — Samedi 25 et dimanche 26 juin, à Chantemerle près de Briançon : week-end régional de formation pour les Fédérations de Savoie, Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes et Basses-Alpes, animé par Georges Servet; Recherche des solutions socialistes aux problèmes de l'économie montagnarde et en particulier de l'organisation du tourisme.

Pour tous renseignements, s'adresser à Hubert Levêque, Fédération de l'Isère du P.S.U., 6, place St-Bruno, Grenoble.

● Report des Journées agricoles de Brive

Elles devaient se tenir les 21 et 22 mai. Par suite de retards dans la préparation et la diffusion des rapports, il a été jugé préférable de reporter ces journées à l'automne prochain. La date exacte sera prochainement précisée. Nous nous excusons de ce contretemps, qui permettra cependant une meilleure préparation de la discussion.

● Un débat à la Gauche européenne

Lundi 16 mai, 20 h. 45, salle des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche, Paris (9^e) : Michel Soulié, Gérard Jaquet et Gilles Martinet exposent leurs points de vue sur : « La Gauche face aux problèmes de l'Europe et de l'Alliance atlantique ».

● Réunions annoncées

Gilles Martinet à Arras, vendredi 20 mai, 20 h. 45, salle des Concerts : « La Gauche peut-elle avoir une politique internationale commune ? »

Serge Mallet à Metz, mercredi 25 mai : Réunion-débat sur le colloque de Grenoble.

Marc Heurgon et Michel Fontes à Cherbourg, vendredi 27 mai, salle de la Fraternelle : « Les perspectives de la Gauche et les propositions du P.S.U. ».

● Les comptes rendus du Colloque de Grenoble

L'intérêt suscité par la rencontre socialiste de Grenoble ne fléchit pas. C'est le vendredi 13 mai que le Comité d'Initiative doit se réunir en présence de Pierre Mendès France pour examiner les suites à donner au colloque dans l'esprit de la résolution finale. Le Comité politique na-

tional du P.S.U. discutera de son côté les 14 et 15 mai un rapport de Serge Mallet sur les résultats de la rencontre.

Cependant un peu partout s'organisent des réunions au cours desquelles les participants à la rencontre présentent l'état des travaux et répondent aux diverses questions. Signalons notamment les réunions qui se sont tenues à Nîmes (Marc Heurgon, Robert Gourdon), Arles (Marc Heurgon, Jacques Compère) ou qui sont annoncées à Paris (16^e), le 11 mai (Gilles Martinet, André Heurgon, Pierre Lavau); Paris (6^e), le 18 mai (Georges Servet, Serge Mallet, André Jeanson, Pierre Lavau, André Salomon); Besançon, le 20 mai; Avignon, le 6 juin; Aix-en-Provence, le 8 juin, etc. De nouveaux comités de soutien sont en formation dans plusieurs régions.

● Nouvelle Section

Monpazier (Dordogne), arrondissement de Bergerac.

Installée par le secrétaire fédéral Jean Poms, la nouvelle section compte actuellement 5 membres dont le maire, Jean Roquejoffre, son adjoint et deux conseillers municipaux. D'autres adhésions sont attendues dans un proche avenir.

Frontignan (Hérault).

Section récemment créée et qui donne à la Fédération de l'Hérault ses premiers conseillers municipaux. Signalons, d'autre part, que la Fédération a tenu son congrès le 8 mai à Montpellier avec 45 participants. Jacques Delhon a été réélu secrétaire fédéral; il sera assisté par deux jeunes militants de la section de

Montpellier : Yves Larbiou et Philippe Massal.

La section étudiante se développe elle aussi et compte une trentaine de membres; en présence de Marc Heurgon, elle a procédé le 4 mai à une étude des possibilités d'implantation et d'action universitaire pour la rentrée prochaine (stage de rentrée, création d'un C.E.S., etc.).

● Bergerac :
Création d'un Comité de développement

Affluence record, le 23 mars, pour entendre l'exposé du programme agricole. Très vive discussion, notamment sur la séparation du droit d'exploitation du droit de propriété du sol. A noter la présence de deux membres du C.N.J.A. L'un d'eux a bien voulu donner le point de vue de son organisation le 20 avril, son exposé a permis d'approfondir la discussion ouverte le 23 mars. La section enregistre, une fois encore, l'audience du Parti dans les milieux agricoles.

Le 24 avril, à l'initiative d'étudiants originaires de la Dordogne et sur invitation du Comité intersyndical, a eu lieu une prise de contact entre les divers milieux professionnels, syndicaux et politiques de Bergerac. Divers exposés ont animé la matinée, suivis d'interventions des nombreux participants.

Un Comité de développement de Bergerac a été constitué qui doit s'attacher à prolonger le travail de la matinée par un rôle d'information du public, d'analyse des faits locaux, de contestations des options du Plan Aquitaine et la recherche de solutions réelles.

17^e Journée nationale du M.R.A.P.

La dix-septième Journée nationale du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, précédée d'un après-midi de travail en commission samedi, s'est déroulée dimanche dans la grande salle du palais de l'U.N.E.S.C.O.

Devant une nombreuse assistance, parmi laquelle on pouvait noter la présence de représentants du parti communiste, du parti radical, de la C.G.T., de nombreuses associations d'anciens résistants et déportés, de l'actrice Jean Seberg et du prix Nobel André Lwoff, les rapports des commissions se sont mêlés aux différentes interventions.

Une des plus marquantes fut celle de M. Josué de Castro, ancien président de l'Organisation mondiale contre la faim, qui montra, chiffres en main ce que sont les peuples en voie de développement, victimes du colonialisme, et surtout des formes les plus diverses du néo-colonialisme, qui souffrent de faim; seuls 30 p. 100 des habitants du globe, a-t-il indiqué, peuvent se procurer les 2.800 calories nécessaires pour leur subsistance quotidienne. On pourra rapprocher ces déclarations de la terrifiante information que donna le professeur Lwoff qui déclara qu'un demi-kilo des nouvelles toxines radio-actives pouvait suffire pour supprimer l'humanité entière. Cette annonce a de quoi faire réfléchir, comme les films qui furent projetés aux participants dimanche après-midi. L'un d'eux, en effet, court métrage tourné dans une école maternelle du XX^e arrondissement, montre combien les très jeunes enfants, par leur entourage et leur éducation, ont dès la maternelle des sentiments hostiles envers celui qui n'a pas la même couleur de peau que lui ou qui vient d'un autre pays. Les rapports des différentes commissions devaient d'ailleurs insister sur ce double mot d'ordre : éduquer et informer.

M^r Michel Moutet, au nom de la commission juridique, a demandé la signature par la France de la convention adoptée par la convention de l'O.N.U. le 21 décembre dernier et que neuf pays seulement ont ratifiée alors qu'il faut vingt-sept signatures.

M. Alain Gaussel, pour la commission des travailleurs émigrés, a demandé l'égalité des droits et des salaires pour ces catégories de travailleurs.

M. Jacques Amalric, du « Monde », rapportait au nom de la commission « Presse et Information ». Deux mesures ont été prises par cette commission : d'abord créer au sein du M.R.A.P. un bureau de presse destiné à recevoir les informations de caractère raciste parues dans la presse. Par ailleurs, sans que la liberté de presse soit d'une façon quelconque remise en cause, la commission a approuvé la proposition de loi qui vise à faire poursuivre tout journal qui publiera des informations à caractère raciste qui ne seraient pas fondées.

Aujourd'hui, les formes de racisme et d'antisémitisme prennent des formes plus subtiles, moins ouvertes, et qui sont bien souvent incluses dans la vie politique et économique. Lutter contre, c'est d'abord éduquer et INFORMER. Lutter contre le racisme, contre l'antisémitisme et pour la paix est avant tout un acte politique.

Paul Sauzet.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Directeur adjoint : GERARD CONSTANT
Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20
Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité : Genevieve Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LFI 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

E. PREOBRJENSKY

LA NOUVELLE ECONOMIQUE
Traduit par B. JOLY
Préface de Pierre NAVILLE
Introduction de Ernest MANDEL
Un vol. de 401 pages : 17,60 F

la question chinoise dans l'Internationale Communiste
Textes rassemblés et présentés par Pierre BROUE : Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Chen Du-Xiu, Préobrajensky, Staline, Martinov.
Un vol. de 377 pages : 16,10 F

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES
29, rue Descartes, Paris-5^e
C. C. P. 18.462-71 Paris
E. D. I. paris

LE 17 MAI : UNE ÉTAPE

Le 17 mai sera une grande journée de lutte syndicale. Ce jour-là, la plus grande partie du secteur public et nationalisé sera en grève ainsi que plusieurs industries du secteur privé.

Surmontant les divisions, les organisations de fonctionnaires ont décidé, ensemble, de passer à l'action. Dans ce secteur, la position de F. O. est évidemment déterminante ainsi que celle de la F.E.N. qui s'était déclarée favorable à une action commune des travailleurs dépendant de l'Etat.

En effet, les fonctionnaires ne sont pas mieux traités que les agents des entreprises nationalisées. Les uns et les autres sont soumis à la parodie de négociations que constituent les procédures Grégoire-Toutée et ne peuvent prétendre obtenir plus des 4 ou 5 p. 100 annuels fixés par le gouvernement. Ce dernier prétend ignorer les promesses qu'il a faites lui-même en ce qui concerne le pouvoir d'achat, les seules qui importent. Compte tenu de la hausse des prix à prévoir pour 1966 — qui sera sans doute plus grande que celle intervenue l'année dernière — les travailleurs du secteur public seront loin d'obtenir la hausse de 3 p. 100 des salaires réels prévue par le V^e Plan. C'est d'ailleurs ce plan qu'il faudrait commencer par contester, non de façon négative, mais en lui opposant des contre-propositions sérieuses servant de base au programme commun de l'opposition.

Si on n'en est pas encore là, on comprend du moins que les syndicats du secteur public et nationalisé se dressent contre les conséquences les plus immédiates d'une politique néfaste.

A l'Assemblée nationale, face à une opposition divisée, Pompidou avait cru pouvoir se montrer méprisant à l'égard des grévistes, provocant même. Il avait tenté de dresser contre eux l'opinion publique et avait laissé entendre que les consignes syndicales pouvaient n'être pas toujours suivies. Le défi devait donc être relevé.

De son côté, le patronat privé, s'alignant sur la position intransigeante du

gouvernement, répond par une fin de non-recevoir aux revendications ouvrières. Le C.N.P.F. a confirmé cette position le 28 avril en répondant une fois de plus à la C.G.T. et à la C.F.D.T. que les de-

par Maurice COMBES

mandes concernant l'augmentation des salaires et la réduction des horaires étaient « contraires au progrès social ». Là encore, cette attitude provocatrice appelait une réponse de l'ensemble des organisations.

Il ne faut pas nier cependant les difficultés résultant des rivalités syndicales et de l'inégale combativité des différentes corporations.

Si les accords C.G.T.-C.F.D.T. ont créé un climat favorable à l'unité d'action, celle-ci s'étend parfois difficilement à F.O.

Les déclarations d'André Bergeron, selon lesquelles les accords en question ont surtout été conclus contre son organisation et « les grèves à la petite semaine de vingt-quatre heures, de quatre ou de deux heures ne mènent à rien », avaient soulevé les protestations des dirigeants de la C.G.T.

Georges Seguy avait répondu : « Il ne suffit pas de critiquer les modalités d'action jusqu'à présent retenues sans rien proposer d'autre. Si le bureau confédéral de F. O. a une préférence pour d'autres formes de lutte, nous sommes prêts à en débattre, avec l'unique volonté de servir au mieux les intérêts des travailleurs. »

Mais Bergeron ayant assuré que le bureau fédéral soutenait les actions engagées par les fédérations F.O. — en particulier les grèves tournantes dans le secteur nationalisé — la C.G.T. a considéré cette prise de position comme positive.

Il est évident qu'aucune organisation n'est assez puissante pour agir seule et ne peut, sauf circonstances exceptionnelles, lancer des mouvements de longue durée. Le retrait des fonds dans les

caisses d'épargne et aux chèques postaux envisagé par la fédération des fonctionnaires F. O. serait-il plus efficace que les grèves répétées ?

En tout cas, une action coordonnée de tous les travailleurs relevant de l'Etat-patron ne va pas sans difficultés : si les gaziers et électriciens et les cheminots — qui seront encore dans la grève le 17 mai — constituent le fer de lance de l'action dans le secteur nationalisé, les mineurs ne semblent pas disposés à prendre le relais. Quant à la R.A.T.P., où le syndicalisme a pris de plus en plus une forme catégorielle, les négociations avec la Direction y ont été poursuivies jusqu'au terme prévu par les procédures Toutée : la répartition des crédits alloués par le gouvernement.

Dans le secteur privé, les menaces de licenciements qui affectent certaines branches gênent aussi une action d'ensemble. Par contre, la reprise économique qui se manifeste dans d'autres secteurs devrait favoriser l'action revendicative. Les travailleurs de la métallurgie et du bâtiment seront présents le 17 mai. Il est vrai que la grève de l'E.D.F. paralysera de nombreuses entreprises, ce qui pose la question de la lutte contre les récupérations imposées un autre jour par le patronat.

Au-delà de tous les obstacles et de toutes les divergences, la classe ouvrière manifesterà le 17 mai pour de meilleures conditions de vie et contre une politique qui crée trop de privilèges. Les défilés et les meetings permettront de faire entendre la voix des syndicats interdits à l'O.R.T.F.

Ainsi que l'a déclaré Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T. : « Le 17 mai sera un puissant mouvement de protestation qui ne sera pas le bouquet final du mouvement revendicatif engagé en janvier, mais une nouvelle étape. D'autres actions suivront si l'on persiste à refuser de négocier. »

Encore faut-il ajouter que la poursuite de l'action serait singulièrement facilitée si l'opposition au régime se mettait d'accord sur un programme et déterminait sans ambiguïté les alliances nécessaires.

CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U. est un journal indépendant de tout groupe financier, un journal libre.

TRIBUNE SOCIALISTE n'a d'autres richesses que le courage et le dévouement des militants qui le conçoivent et des militants qui le diffusent.

TRIBUNE SOCIALISTE n'a d'autres ressources que le montant de la vente.

Amis lecteurs, aidez-nous à faire de cette campagne un grand succès qui permettra à T.S. de vous satisfaire

PLUS QUE QUATRE SEMAINES avant le tirage au sort répartissant plus de 1.000 lots représentant plus de 3 millions d'anciens francs dont 1 voiture.

Dépêchez-vous, commandez vos carnets (10 F le carnet de 10 bons), 54, bd Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. D. Garnier n° 20898-21 Paris.

FRANÇOIS MITTERRAND DANS L'ENGRENAGE

par Harris Puisais

François Mitterrand est à la recherche d'une majorité. Cette semaine, il a réussi à faire l'unanimité... de presque tous les milieux politiques.

Ceux-ci en effet, du *Figaro* à *l'Humanité* en passant par *Combat*, ont jugé sévèrement la naissance de son « ministère ».

Nous ne pouvons nous aussi que dire, sinon notre étonnement, du moins notre désaccord quant à la composition et à l'orientation de ce contre-gouvernement.

Avec regret tout d'abord, car nous ne condamnons pas la formule. Cette création d'un gouvernement d'opposition, prêt à contester le pouvoir et à proposer d'autres solutions sur la base d'un programme aux limites préalablement précisées, pouvait être une méthode valable.

Elle n'avait jamais à ce jour été employée en France. Le précédent sera désormais plutôt fâcheux.

Le qualificatif de contre-gouvernement est au demeurant mal utilisé. Il s'agit bien plus en effet d'un bureau national de la Fédération, coopté après de savants dosages parmi les membres de l'état-major. En soi, rien d'original. Si l'on ne voulait en faire la préfiguration du futur pouvoir.

Il y a d'abord une regrettable analogie avec certaines mauvaises habitudes de la IV^e République : on procède à la désignation, par tranche, des ministres politiques, puis des secrétaires d'Etat à part entière, enfin des sous-secrétaires d'Etat. Le suspens règne comme dans les crises du temps passé. On suppose, à tort peut-être, les discussions de couloirs, les interdictions, les recommandations.

On imagine des marchandages... et on pense sans peine que s'il l'avait pu, François Mitterrand se serait évité cette présentation tronçonnée. Mais on sent que le « carré des anciens » ne l'a pas entendu de cette oreille. Elles sont dures à perdre les prérogatives hiérarchiques !

La résultante d'un équilibre tactique

La composition de ce contre-gouvernement n'a trompé personne. Il n'est vraiment que la résultante d'un équilibre tactique entre des directions politiques qui n'ont pas encore très bien digéré les vertus de l'amalgame mais qui ont en commun le souci d'aborder au mieux de leurs intérêts particuliers les futures élections législatives.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis les élections présidentielles, François Mitterrand, profitant de la dynamique incontestable de sa candidature, pouvait prétendre bénéficier d'un préjugé favorable. Beaucoup pensaient qu'il devait être en mesure de s'imposer aux dirigeants des anciens partis et qu'il pouvait créer, malgré eux, une force politique nouvelle. C'est ce que bon nombre des adhérents de la Convention des institutions républicaines souhaitaient. Ils attendaient l'initiative spectaculaire qui leur eût donné raison !

Aujourd'hui, nous constatons leur désillusion.

François Mitterrand, malgré son désir, ne s'est imposé ni à la S.F.I.O. ni au Parti radical.

Au contraire, il a été amené à composer sans cesse avec eux. Il est entré dans un engrenage. Il en est donc de plus en plus prisonnier.

Il est, à ce sujet, indiscutable que Jacques Fauvet a raison lorsqu'il constate dans *Le Monde* que le secret désir d'un certain nombre de dirigeants S.F.I.O. et radicaux est d'être élus dans l'ambiguïté avec les voix du parti communiste pour gouverner ensuite avec les hommes du centre.

François Mitterrand, par souci d'efficacité et d'apparente solidarité, est entraîné par eux dans cette voie tactique. Il est certain qu'à « face à face », par exemple, ses réponses sur cette question des alliances électorales ont été ambiguës et inquiétantes. Son éloge de Lecanuet a pu paraître éloquent à tous ceux qui craignent de lui voir effectuer ce glissement à droite. Et le soutien intermittent de *L'Express* lui revient bien à propos en cette circonstance.

Il est vrai que la présence de Defferre au contre-gouvernement relève du même souci d'ouverture vers les éléments centristes.

Un cadeau aux socialistes et radicaux

Il faut rappeler également que son premier grand pas dans cet engrenage, Mitterrand le fit lorsqu'il accepta, sans grandes discussions, a-t-il semblé, de cautionner la candidature de tous les députés sortants de la Fédération, accordant ainsi son label à Robert Lacoste, Max Lejeune, René Dejean, Maurice Faure...

C'était là, avouons-le, le plus beau cadeau qu'il pouvait faire aux dirigeants socialistes et radicaux, soucieux de rassurer leurs élus ; mais c'était aussi le plus mauvais service qu'il pouvait rendre à l'originalité de son entreprise.

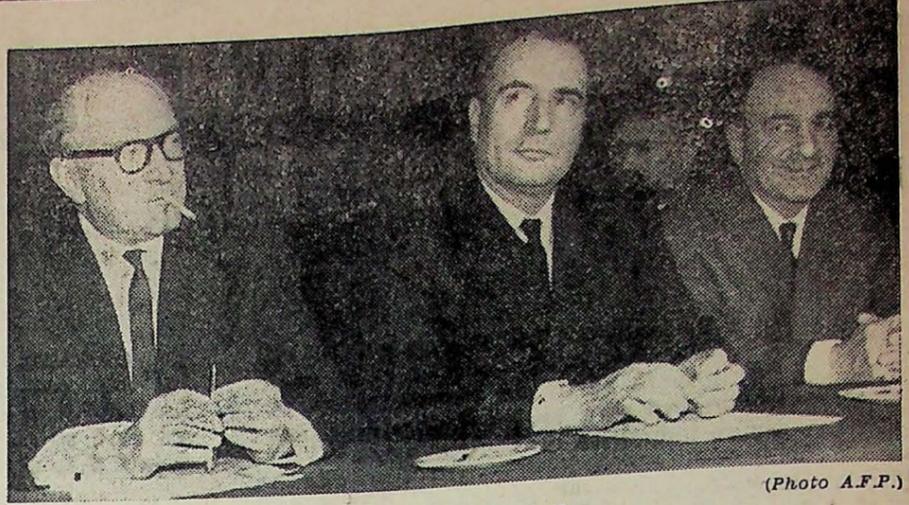
Ce jour-là, il concluait un marché de dupes. Son contre-gouvernement n'est, en fait, que la continuité logique de ce mauvais accord électoral.

Alors, direz-vous : M. Mitterrand peut-il se sortir de cette impasse. Peut-il éviter, s'il le souhaite vraiment, cette marche à l'échec ? Oui, s'il sait reconnaître ses erreurs et donner un sérieux coup de barre... à gauche.

La seule issue réside dans l'ouverture immédiate de la discussion sur le programme qu'il doit avoir avec toutes les forces de gauche qui lui ont apporté leur soutien aux élections de 1965.

Tout retard ne ferait qu'entretenir l'équivoque et apporterait de l'eau au moulin du gaullisme.

Et, pour commencer, François Mitterrand se devrait de répondre aux trois questions très claires et très simples que nous lui avions posées il y a deux mois... et qui sont toujours restées sans réponse.



Effet psychologique ?

Un manifeste des gaullistes de gauche

Une trentaine de personnalités de gauche viennent de signer un appel en faveur de la politique étrangère du régime. Il est vrai qu'aucune référence n'est faite dans ce texte au général de Gaulle et qu'une claire option est faite en faveur de la planification démocratique. Il est non moins vrai que la liste des signataires et les positions de ceux-ci lors des récentes élections présidentielles, surtout le moment choisi (quand va s'engager la bataille des législatives) pour publier un tel texte, en font incontestablement, et quelles que soient les intentions des signataires, un geste de propagande en faveur du gaullisme.

Nous avons de l'estime et de l'amitié pour des hommes comme André Philip, comme Pierre Le Run, comme Jean-Marie Domenach qui dernièrement encore participèrent à la rencontre de Grenoble. Nous n'oublions nullement quelle attitude courageuse fut la leur tout au long des luttes contre la domination coloniale, sous la IV^e comme sous la V^e République. Nous n'avons aucune raison d'être aujourd'hui plus sévères à leur égard que nous ne le sommes à l'égard de socialistes ou de radicaux qui pendant quatre longues années soutinrent le régime gaulliste par leurs écrits, leurs discours, leur caution ministérielle et dont l'intransigeance aujourd'hui est celle des néophytes.

Ceci dit, nous pensons que les signataires du manifeste se trompent lourdement. Il est vrai qu'on ne

combat pas le nationalisme gaulliste en revenant à l'atlantisme et à la soumission aux Américains ; nous l'avons dit lors du vote de cette déplorable motion de censure ; mais il est non moins vrai qu'on ne peut construire « une Europe élargie et réconciliée » sous le signe de la force de frappe et de prétentions hégémoniques dépassées. Il est vrai qu'« une planification démocratique avec participation effective du mouvement syndical, de la jeunesse et des cadres scientifiques et techniques » doit être opposée au libéralisme économique, mais il est illusoire de penser ouvrir une telle voie dans le cadre d'un régime qui est celui des banques et des grands intérêts capitalistes. Il est vrai que la gauche se déconsidère en prenant la défense d'un Sénat qui a toujours été une des bases du conservatisme, mais il est faux de croire qu'on pourra construire une démocratie moderne dans le cadre de la Constitution de 1958.

Il y a un débat qui concerne toute la gauche et qui consiste à déterminer la manière la plus efficace de combattre le gaullisme et de lui arracher tous ceux qui sont encore trompés par le régime ou déçus par l'impuissance de l'opposition. Mais quand des hommes franchissent la frontière et basculent dans le camp du régime, ils font disparaître l'enjeu même du débat.

Marc Heurgon.

Grenoble et le tiers monde

L'excellent rapport présenté par Georges Servet à la Rencontre socialiste de Grenoble sur les « fondements économiques et financiers d'une politique internationale socialiste » était évidemment de nature à intéresser les lecteurs de cette chronique. C'est pourquoi nous avons suivi, à Grenoble, les travaux de la Commission internationale. Les interventions étaient d'autant plus précieuses à relever qu'elles ne se sont pas traduites, comme on le sait, par des amendements, mais par des éclairages et des orientations à donner au rapport final. Enfin, Pierre Mendès-France est venu, à la fin de la réunion de cette Commission, apporter une contribution que nous sommes les seuls, dans la presse, à avoir enregistré.

Un nombre considérable d'interventions ont porté sur l'aide à accorder au tiers monde, ce qui est très significatif. Le rapport s'était d'ailleurs axé sur le fondement économique d'une politique socialiste, non pour limiter le groupe de travail, mais pour la situer. « C'était là, a précisé Servet, un cheminement nécessaire pour retrouver le dialogue et nous faire réfléchir, même si cela crée des difficultés ».

La discussion, dont on ne saurait assez souligner la franchise et le respect des idées exprimées, s'est ordonnée sur quatre points essentiels en ce qui concerne le problème de la coopération internationale : l'organisation mondiale du commerce, la nécessité de concevoir la coopération au niveau européen et de la définir par

rapport à la politique d'intervention des Etats-Unis, la structuration des organismes de décisions européens et internationaux, enfin la définition d'un système international de financement de la coopération, qui a notamment opposé Pierre Mendès-France à Georges Servet.

1. — L'organisation internationale du commerce

Mendès-France se déclare d'accord avec le rapport quand il assure que l'une des formes les plus souhaitables de la coopération se fonde sur une revalorisation et une stabilisation des prix internationaux des matières premières. « On fait souvent la relation, ajoute-t-il, entre les disparités sociales d'il y a cent ans et celles observées aujourd'hui entre les pays sous-développés et les pays riches. Or, il y a cent ans, on a compris qu'il fallait transformer ce problème. On ne l'a pas fait en créant des comités de bienfaisance, on a augmenté le droit des salariés. Sur le plan international, c'est le même problème qui se pose : répartir la production mondiale, améliorer les prix et les salaires des « états prolétaires ».

André Philip critique cette partie du rapport, mais aboutit cependant à la même perspective : « Je ne suis pas entièrement d'accord avec Servet, explique-t-il, lorsqu'il rapporte que les échanges internationaux sont une réalité à laquelle il est nécessaire de se plier. Réalité ne veut pas dire acceptation des marchés tels qu'ils sont définis aujourd'hui. On commen-

ce à peine à entrevoir le vrai problème qui est l'élaboration progressive de nouvelles règles à l'échelon international, par exemple le traité franco-algérien sur le pétrole. Il faut que du côté de la gauche également, sorte une notion de l'organisation internationale du commerce.

Enfin, Alain Savary, qui préside la séance, rappelle que le système de la stabilisation des matières premières résout le problème des pays tropicaux, mais pas ceux du Maghreb, qui fournissent les mêmes produits que les pays méditerranéens.

2. — L'Europe et les Etats-Unis

Le sentiment général est que les problèmes de l'aide au Tiers Monde et du désarmement n'ont de sens qu'au niveau européen et obligent donc à se situer par rapport aux Américains.

« La construction européenne est plus avancée que certains semblent le penser, déclare Servet à ce propos. L'Europe se fait. Or l'Europe ne peut se faire sans qu'il en découle des intérêts spécifiques contradictoires avec ceux des Américains et par là même une situation de classe au niveau européen. C'est cela qui offre une chance au socialisme et c'est la seule. » Après avoir expliqué comment l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie se trouvent engagées, à leur corps défendant, dans un processus de coordination économique débouchant à terme sur une planification, rendant nécessaire l'intervention des forces socialistes, Servet estime qu'« il vaut mieux travailler pour cette maturation plutôt que de chercher des modèles qui nous conviennent. »

Marcel Leforestier, du comité préparatoire de Marseille, va dans le même sens en soulignant que « la politique socialiste est moins définie que sa politique intérieure. Or, la politique internationale n'en est qu'une projection agrandie : nos objectifs ne pourront être établis que du jour où nous aurons une position très claire vis-à-vis des Etats-Unis ».

3. — Les pouvoirs supranationaux

C'est le point le plus controversé. Sans doute n'y a-t-il pas de désaccord, à l'exception de Claude Bourdet, sur la nécessité d'une intégration européenne à vocation socialiste et des pouvoirs qui en résultent. Pas de désaccord non plus pour la création à long terme d'assemblées internationales pour organiser les marchés mondiaux. C'est sur le court terme que les divergences apparaissent : l'aide aux pays sous-développés doit-elle être pour le moment bilatérale ou multilatérale ? Michel Epstein, du comité de Clermont-Ferrand, critique d'ailleurs l'imprécision du rapport sur ces notions de court et de long terme.

Le rapport déclare que « l'aide publique bilatérale est la forme la moins nocive actuellement ». Mais Roger Dauphin, du groupe « Renouveau de Rive-de-Gier », demande son élimination parce qu'« elle recèle

un danger de néo-colonialisme ». A quoi Alain Savary rétorque qu'il est imprudent de la condamner « avant d'avoir mis en place un système multilatéral qui soit cohérent » et relève la contradiction de ceux qui trouvent dangereuse l'aide bilatérale mais applaudissent aux accords pétroliers franco-algériens qui sont, par définition, une opération bilatérale.

4. — « L'or vert » de P. M.-F.

L'adoption d'un système de financement international de la coopération est écartée du rapport, faute d'un accord sur ce point. Mendès-France approuve la proposition d'une monnaie de réserve (et non de compte) européenne et destinée à un statut comparable au dollar ou autrefois la livre sterling sur le plan international. Il se déclare tout à fait d'accord pour qu'on s'achemine vers une organisation et une monnaie européennes. « Mais, ajoute-t-il, si cette proposition est de nature à faciliter les échanges à l'intérieur de l'Europe — celle que nous concevons — cela ne résout aucun problème sur le plan du financement international de la coopération. Je ne vois pas comment cette monnaie européenne fournirait des liquidités aux pays tiers, notamment aux pays sous-développés. L'Europe est créditrice pour longtemps, la création d'une monnaie européenne ne rendra pas service aux pays sous-développés. Si le dollar a rendu ce service, c'est parce que les Etats-Unis sont débiteurs, ils doivent de l'argent. Ce n'est pas le cas de l'Europe. La caution d'une monnaie européenne ne résoudra pas le problème de la réforme de la monnaie internationale. »

Mendès-France rappelle également l'idée, qu'il a déjà eu l'occasion d'évoquer, de considérer des stocks de matières premières « comme de rentables encaisses des opérations financières internationales. On fournirait ainsi à une assemblée internationale les moyens qui lui manqueraient, ces stocks étant assimilés à une encaisse or ». L'orateur estime toutefois que cette suggestion ne doit pas figurer dans le rapport, mais demande qu'elle ne soit pas écartée avec légèreté car, selon lui, « on y verra ».

Servet se déclare en désaccord sur cette conception matérialiste de la monnaie. Il ne voit pas qu'aucune théorie monétaire fondée sur ce principe puisse arriver à un système tel que les pays pauvres puissent en bénéficier.

Mendès-France intervient de nouveau. « Si l'encaisse or enrichit les pays qui produisent de l'or, je ne vois pas pourquoi, lance-t-il, une encaisse fondée sur un stock de matières premières n'enrichirait pas les pays qui les produisent ! »

« Pas si elles sont en excédent ! » conteste Servet.

On conclut ce passionnant débat de spécialistes par l'urgence que la gauche ait une politique monétaire internationale à proposer.

Jean Helms.

Après Grenoble : La rencontre et la presse hebdomadaire

La presse hebdomadaire, tout comme les quotidiens, a consacré nombre de colonnes à la Rencontre de Grenoble.

L'importance de l'événement ne permettait, en effet, à personne de l'ignorer. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les comptes rendus soient exacts. Mieux, les commentateurs politiques, désespérément soucieux de faire entrer l'événement dans le cadre de leurs préoccupations — ou plus exactement de celles qu'ils entendent faire partager à leurs lecteurs — se sont livrés à nombre de spéculations, que les participants de Grenoble ne peuvent lire qu'avec le sourire.

Comprenez qui voudra : pour « Carrefour », « Grenoble a été une rencontre socialiste pour l'élaboration d'un programme commun. Il s'agit en clair d'arrêter la formule du Front populaire. Après quoi, 1967 du Front populaire. Après quoi, M. Mitterrand donnera, dans son contre-gouvernement, quelques places aux communistes ».

A « l'Express », Jean-Jacques Servan-Schreiber s'interroge avec gravité sur un problème que Grenoble n'a nullement posé, celui des rapports entre l'action et la réflexion :

« Nous voici plongés, dit-il, au cœur d'un débat ; la politique est-ce l'action ou est-ce la pensée ? Schématiquement parlant, la se-

maine dernière, M. Mendès-France a répondu que la politique, c'est l'approfondissement idéologique, la recherche d'un programme à l'écart des considérations immédiates. Et M. Mitterrand, par sa démarche, a répondu que tout cela, sans être certes à négliger, n'avait de sens qu'en fonction d'une situation donnée, et n'avait d'intérêt que pour conduire à des actes précis, la politique étant action.

« La manière confortable est d'esquiver le débat, en expliquant que la pensée doit mener l'action et l'action prolonger la pensée, que l'une n'est rien sans l'autre. Mais, au-delà de cette évidence, il y a un vrai problème. »

A priori, la personnalité même des participants de la rencontre aurait dû, nous semble-t-il, éviter de poser cet ensemble de lieux communs. Car enfin comment peut-on concevoir une action à long terme, sans l'indispensable réflexion sur le programme et les objectifs ! Mais en même temps, qui peut — ne serait-ce que sur titres — mettre en cause les qualités d'hommes d'action des participants ?

Il y a là un faux débat, qui n'éclaircit rien la question. Pas plus qu'elle n'est correctement abordée par Roger Chonavel dans « France Nouvelle », quand il écrit :

« Quant au colloque lui-même, ignorant le présent, il s'est uniquement projeté sur l'avenir, sur ce que peut être le socialisme, pour être plus précis. Rien ne condamne de tels débats. Mais s'il a visé haut, ce colloque a oublié quelques réalités du moment. Le mouvement revendicatif, et l'union de fait réalisée en décembre, par exemple. Plus grave semble être la vocation des participants à vouloir définir une certaine mouture du socialisme, sans se préoccuper de rechercher ce que sera l'après-gaullisme immédiat et la manière d'y parvenir. »

Le problème politique abordé à Grenoble était celui de l'alternative au gaullisme. Pour tous les participants, elle est socialiste. (Et le problème, en effet, est de savoir quelle sera la nature de ce socialisme.) Mais il ne s'agit certainement pas de « démocratie renouvelée ». Les communistes peuvent penser autrement. Et le dialogue doit s'engager sur ce point avec toute la gauche et donc avec le Parti communiste.

Encore faut-il clairement cerner le débat, pour que les positions des uns et des autres apparaissent clairement. Demander aujourd'hui de « réfléchir sur les voies de passage au socialisme », ce n'est pas un problème d'école, c'est un problème politique du moment.

C'est ce qu'a plus heureusement souligné Georges Montaron dans « Témoignage chrétien » en écrivant :

« La Rencontre de Grenoble a été un succès parce qu'elle correspondait à un besoin et qu'elle s'inscrivait dans un courant profond. »

« La gauche peut survivre, par référence au passé. Celui-ci est assez chargé de gloire pour soutenir l'action des militants et provoquer de bons réflexes dans les masses aux moments opportuns. Mais il n'est pas suffisant pour la faire progresser et pour répondre aux aspirations des hommes de ce temps. Ceux-ci ont à construire une cité nouvelle. Et cela exige que soient établis des plans et qu'ils soient réalisables. Cela suppose la fixation d'un calendrier. En un mot, cela demande l'élaboration d'un programme de gouvernement qui soit autre chose qu'un catalogue de re-

vendications pour élections législatives du type IV^e République.

« A Grenoble, des hommes valables ont commencé à mettre sur pied un programme sérieux. »

« Par ailleurs, chacun sait que les citoyens, contrairement à ce qu'on dit trop facilement, ne sont pas dépolitisés. Mais ils n'ont guère de goût, c'est le moins qu'on puisse dire, pour les vieux partis et ils rejettent les jeux complexes et anachroniques des professionnels de la politique. »

« A Grenoble, sans nier la nécessité des partis, bien au contraire, on n'en a pas moins condamné l'esprit partisan, la tactique érigée en idéal et le mépris des idées qu'incarnent trop souvent ceux qui n'ont qu'un objectif, conquérir le pouvoir pour lui-même, et non pour mettre en place la politique promise aux électeurs. »

« Voilà pour l'essentiel. »

Et Claude Krief, dans « le Nouvel Observateur », participe du même état d'esprit quand il souligne que pour Pierre Mendès-France (dont l'éclatante participation a effectivement largement contribué au retentissement de la rencontre) « l'effort de cohérence entrepris sur le programme était précisément une des clefs de la réussite. Un accord clair, comportant des mesures précises, des objectifs, un calendrier permettrait de rassembler la gauche unie « sans ségrégation » aucune. Le seul critère de l'appartenance à la gauche, les seuls « poteaux frontières » sont là. Il s'agit de tourner le dos « aux arrangements électoraux éphémères ».

Restent les inévitables romans feuilletons consacrés aux couloirs de la Rencontre. Que « l'Express » y soit tombé ne nous étonne qu'à demi. Quant à Henri Marque, dans le « Nouveau Candidat », il s'est surpassé.

Là encore, on ne peut jeter qu'un regard amusé sur cet ensemble. Car enfin les couloirs du théâtre de Grenoble, il faut tout de même singulièrement les méconnaître pour pouvoir les imaginer, à la manière des chroniqueurs politiques, qui souvent avisés, ont manqué ici d'une donnée élémentaire : la vraisemblance des lieux.

Christian Guerche.

P.S.I.U.P.

GÈNES : Journée d'études sur le secteur public industriel

Les militants du P.S.I.U.P. viennent de tenir à Gènes, au cours du week-end du 6 au 8 mai, des journées d'études nationales consacrées au « secteur public industriel ». Cette session, qui avait été préparée par des réunions particulières portant sur des branches spécifiques (sur la technochimie, à Ravenne, la métallurgie à Milan) s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne sur l'intervention des Pouvoirs publics dans l'économie.

Le congrès qui réunissait plusieurs centaines de participants, auxquels s'étaient joints des observateurs du Mouvement socialiste wallon, du parti communiste roumain et du P.S.U., a entendu de nombreuses et remarquables communications portant, soit sur des problèmes généraux (politique des salaires, rôle des syndicats dans la gestion du secteur public, etc.), soit sur des branches particulières du secteur public (recherche scientifique, électrometallurgie, ports, etc.).

La rencontre a mis en lumière la subordination de la gestion du secteur public aux intérêts du secteur privé et d'une façon générale du grand capital, politique dont le gouvernement de centre gauche se révèle incapable de redresser l'orientation, néfaste aux intérêts des travailleurs comme à ceux de l'économie. Le congrès a notamment souligné :

— l'absence de participation des travailleurs et des syndicats à la gestion du secteur public ; la limitation des interventions de l'Etat aux activités les moins rentables, aux investissements de structure, aux secteurs non stratégiques ;

— la liquidation des participations financières publiques au profit du capital privé, notamment étranger (américain et allemand pour l'E.N.I. et la Finmeccanica par exemple) ; l'orientation de la gestion du secteur public en fonction des intérêts du secteur privé (polarisation de la recherche scientifique dans les domaines intéressants les entreprises privées ; abandon à la Fiat du marché des voitures populaires, tandis que

l'industrie automobile d'Etat se limite aux petites séries...)

— l'utilisation du secteur public comme avant-garde du « Front national » contre les revendications des travailleurs.

Une stratégie de lutte a été définie à partir de cette analyse, en fonction des objectifs que la classe ouvrière doit désigner à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Ceux-ci, résumés dans leurs grandes lignes, concernent :

1°) Une orientation totalement différente de la politique suivie jusqu'ici, fondée sur :

— un développement de l'intervention publique non seulement par des nationalisations nouvelles, mais aussi et surtout par une réforme de la gestion des industries déjà placées sous le contrôle de l'Etat ; intervention de l'Etat dans les secteurs stratégiques (électronique, pétrochimie, secteur nucléaire) ;

— développement « vertical » de l'industrie d'Etat par intégration de l'ensemble du processus productif ; intervention de l'industrie d'Etat dans la transformation des produits agricoles ; utilisation du secteur public pour une politique d'aménagement du territoire efficace ; concentration des moyens financiers de l'Etat au profit de cette politique (par l'abandon de la politique de subventions au secteur public ; une réforme fiscale appropriée...)

2°) Un contrôle de cette orientation par les travailleurs du secteur public, fondé sur :

— leur participation effective à la programmation et à la gestion ; conciliation des revendications des travailleurs avec les contraintes du développement et non avec les objectifs de profit du secteur privé.

Une analyse fouillée ; des thèmes de lutte explosifs ; bref une contribution importante du P.S.I.U.P. à l'étude des vrais problèmes et à la lutte pour la démocratie socialiste.

Yves Lannes.

LA LORRAINE PEUT ÊTRE

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE

UNE GESTION DÉSASTREUSE OU LES SILENCES DU PATRONAT

La crise qui a éclaté dans les mines de fer en 1963 se développe désormais dans la sidérurgie.

Le patronat a longtemps nié son existence. Puis il a admis que quelque chose allait mal. Aujourd'hui, Usinor absorbe Lorraine-Escaut. Qu'est-ce que cela veut dire ?

En 1953, Usinor et Lorraine-Escaut produisaient chacun la même quantité d'acier brut. En 1966, Usinor, tout en employant moins d'ouvriers, produit presque deux fois plus d'acier que Lorraine-Escaut. Le potentiel du trust lorrain est évalué au tiers de celui du trust nordique. Lorraine-Escaut était-il si mal placé que cela ?

Certes, les Lorrains ne disposaient pas de ce débouché sur la mer qui fait la force d'Usinor, avec son usine de Dunkerque. Mais cette usine, il a fallu la construire entre 1960 et 1963, il a fallu la payer. Par contre, Lorraine-Escaut s'alimentait avec son propre minerai, ce qui est encore à l'heure actuelle, malgré tout ce que l'on a pu dire, la solution la moins chère.

Alors, que s'est-il passé ?

La crise de Lorraine-Escaut a valeur d'exemple et illustre la façon dont les maîtres de forge lorrains ont mené leur politique.

Comme les mines de fer, la sidérurgie lorraine a été mal gérée.

L'occasion perdue

Les maîtres de forge lorrains ont couru avec tant d'énergie vers le profit le plus immédiat qu'ils ont laissé vieillir leurs installations. En 1945, la sidérurgie lorraine était déjà vétuste, mais elle avait peu de concurrents en Europe : les usines allemandes étaient écrasées, les usines belges aussi vieillies que les nôtres, celle du Nord aussi ; quant à la sidérurgie italienne, elle n'existait pas encore.

Les besoins, ceux de la France et des pays voisins, étaient énormes, au lendemain de la guerre. Moderniser, investir les profits, utiliser le surcroît offert à la vieille industrie pour en créer une nouvelle, était possible.

L'occasion s'offrait, elle ne fut pas saisie. Les sidérurgistes lorrains furent fidèles aux principes de leurs pères : avant de remplacer une installation, il faut l'user jusqu'à la corde, il faut se servir d'un haut fourneau jusqu'à ce qu'il ne soit plus qu'un tas de rouille, il faut utiliser un procédé de fabrication tant qu'il reste des clients pour les produits de ce procédé et pendant tout ce temps-là, il faut se contenter de ce procédé.

Des concentrations à la vieille mode

Les entreprises n'avaient pas la taille nécessaire à une grande politique. Pour moderniser, il fallait donc concentrer. On l'a fait, mais d'une façon qui a été un non-sens économique.

Les fusions opérées il y a une dizaine d'années n'ont permis de créer en Lorraine qu'une seule unité de production vraiment moderne, la SOLLAC. Ni les différentes usines regroupées dans le cadre de Sidelor, ni les possessions de Lorraine-Escaut dispersées aux quatre coins de la France et aux deux pôles de la Lorraine, Longwy et Thionville, n'ont jamais constitué réellement des unités autonomes de production répondant aux exigences de la production moderne.

Sur le papier

La concentration technique n'a pas eu lieu, on s'est contenté de concentrations financières, qui ont permis à l'époque de rafler les crédits Marshall et de satisfaire en apparence

les désirs des planificateurs. Il s'agissait, en effet, d'atteindre, sur le papier, en additionnant la capacité de plusieurs usines appartenant désormais à la même entreprise, le potentiel de production de 1 million de tonnes d'acier par an, qui, aux yeux des experts, constituait le seuil de rentabilité d'une unité de production autonome moderne ; l'attribution des crédits d'équipement au titre du plan Marshall était conditionnée par la réalisation de pareilles unités.

LE RETARD DE LA LORRAINE

Imprévision et politique du profit à court terme ont accumulé les retards en Lorraine. On s'est contenté d'utiliser les avantages immédiats, tant dans les mines que dans les usines.

Dans la sidérurgie, les seuls vrais objectifs à long terme auraient dû être : faire plus d'acier avec moins de matières premières ; faire du meilleur acier ; prolonger l'industrie lorraine au-delà du stade des produits demi-finis.

Aucun n'a été poursuivi sérieusement.

Minerai : Les études sur l'enrichissement du minerai sont venues trop tard ; elles ont simplement suivi la crise, au lieu de la prévenir.

Fonte : La production de la fonte a été négligée. Un accroissement rapide de la production de fonte aurait permis d'utiliser davantage de minerai. Mais la construction d'unités neuves n'a longtemps été entreprise que parcimonieusement, au fur et à mesure qu'il fallait remplacer des unités tombant trop visiblement en ruine. Aujourd'hui encore, le plan, plus complet, de rénovation de Jœuf, n'est exécuté que très lentement.

Acier : Au-delà de la fonte, la production d'acier Thomas est restée la règle. Les procédés les plus modernes, les convertisseurs à oxygène ont été introduits tardivement. Les recherches, les efforts principaux ont d'abord été réalisés à l'étranger et la SOLLAC ensuite a acheté en Suède des convertisseurs Kaldo. Pendant que la sidérurgie allemande s'équipait à neuf, la Lorraine se satisfaisait de garder ses débouchés à l'étranger pour les profilés en acier Thomas. Immédiatement rentables, ces exportations de produits demi-finis, presque des matières premières, compromettaient l'avenir. Le marché des profilés Thomas n'existe que dans la mesure où il est laissé libre par des concurrents qui se consacrent à des productions plus rentables, capables de transformations ultérieures plus fructueuses. C'est un marché destiné à se rétrécir. C'est ainsi qu'en acier, comme pour la fonte, la Lorraine a pris du retard.

Produits finis : D'autre part, elle n'a strictement rien fait pour prolonger sa production principale. Les phénomènes d'ailleurs se tiennent : pour transformer sur place, il aurait fallu disposer davantage de produits transformables, produits plats, aciers spéciaux. Il aurait fallu que les entreprises se développent davantage, que les familles acceptent d'y devenir minoritaires, que les holdings ne fassent

Politique étroite, sans envergure, destinée à maintenir ce qui existait plutôt qu'à le développer.

Chasse gardée

Pourquoi le patronat a-t-il agi ainsi ?

Pour conserver le contrôle des patrimoines familiaux. En 1945, les familles traditionnelles avaient réussi à empêcher la nationalisation. Depuis, elles ont tout fait pour conserver leur chasse gardée. Au moment des fusions, le capital des entreprises nouvelles, Lorraine-Escaut, Sidelor, a été réparti entre les sociétés mères (devenues holdings) ; une fois les sociétés nouvelles nées de cette façon, par l'alliance des anciennes puissances, il n'a pas été question de faire appel massivement à des capitaux frais extérieurs qui auraient permis une politique d'expansion. Leur arrivée en effet aurait détruit les équilibres internes minutieusement pesés qui, à Lorraine-Escaut, par exemple, s'établissaient à 51 p. 100 en faveur des Aciéries de Longwy, elles-mêmes contrôlées par les Raty.

Les grandes familles sidérurgistes ont essentiellement travaillé à protéger leur fief, l'empêchant de se développer pour ne pas en perdre le contrôle.

pas passer les combinaisons boursières et l'exploitation des portefeuilles avant le développement de la région.

EST-CE A DIRE QUE TOUT EST PERDU ? NON. Si la Lorraine, sans prétendre refaire le terrain perdu, veut reprendre une place importante dans le monde industriel et offrir un avenir à sa population, elle peut encore utiliser le potentiel dont elle dispose. **MAIS CELA EXIGE DES CHANGEMENTS DE STRUCTURE.**

UN OFFICE REGIONAL DE L'EMPLOI

Au plus fort de la crise dans les mines de fer, le patronat veut garder la maîtrise absolue des opérations. En mars 1963, on a réuni une Table Ronde et les syndicats ont obtenu alors diverses garanties pour les mineurs licenciés. Mais le patronat reste maître de différencier sa politique de mine à mine (demain ce sera d'usine à usine). Sa politique d'ensemble vise à provoquer des réactions individuelles et à éviter ainsi la discussion avec le collectif syndical.

La reconversion des hommes se trouve donc soumise à la volonté irresponsable du patronat. C'est en plus une fausse reconversion qui, dans la majorité des cas, mérite plutôt le nom de reclassement ou de déclassement : le fait d'envoyer un licencié de la mine à l'usine comme manoeuvre à bas salaire n'est pas une reconversion !

Une première brèche

C'est un véritable Office régional de l'emploi qui doit être créé, qui impulse l'enseignement technique, qui contrôle la formation professionnelle accélérée, qui distribue une formation générale complémentaire.

Il doit aider, y compris financièrement, à la reconversion, non seulement des licenciés par décision patronale, mais de tous les travailleurs actuellement susceptibles d'être atteints par la crise ; il doit les aider, même si l'initiative de la reconversion vient d'eux.

L'existence d'un pareil Office, géré prioritairement par l'Etat et les travailleurs, utilisant les fonds versés par les entreprises et ceux de l'Etat, creuserait une première brèche dans l'autorité absolue des maîtres de forge.

Les solu

QUELLES SOLUTIONS ?

L'absorption de Lorraine-Escaut par Usinor élimine les familles, les Raty, les Labbé, qui n'auront plus désormais, et pour quelques mois encore, que l'apparence du pouvoir.

Demain, le rapprochement de Wendel-Sidelor se fera aussi au bénéfice des holdings financiers et des technocrates, au détriment (au point de vue du pouvoir, non du profit !) des holdings de familles. Une nouvelle politique s'inaugure.

MAIS LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS GRAND-CHOSE A EN ATTENDRE.

Le nouveau système sera plus étroitement que jamais consacré à la recherche du profit à court terme.

ALORS ?

Les travailleurs doivent exiger que le pouvoir économique soit ôté aux maîtres de forge et à leurs financiers.

SOCIALISER LA SIDÉRURGIE

La socialisation

● ne devrait pas être une « nationalisation » de type traditionnel. Il ne s'agit pas de créer un complexe industriel étatique géré depuis Paris et n'ayant, par respect pour le capitalisme, aucune possibilité de se développer,

● devrait permettre un véritable remembrement des unités de production, selon des impératifs géographiques et techniques. Ce remembrement s'opérerait par-dessus les propriétés respectives des sociétés capitalistes actuelles, grâce à la création de sociétés de gestion.

Le rôle de ces sociétés serait de gérer à la fois les capitaux publics qui doivent être injectés à forte dose et le patrimoine industriel existant. Elles seraient indépendantes du capitalisme.

Une direction régionale donnerait les orientations d'ensemble aux unités de production,

● aboutirait à séparer la propriété privée et la gestion, celle-ci étant complètement retirée aux détenteurs de capitaux privés. Ces derniers n'étant pas dépossédés de leur propriété mais seulement du pouvoir de s'en servir, il n'y aurait ni à les rembourser ni les indemniser,

● devrait permettre une participation ouvrière à la gestion, à tous les stades, ceux de la production, de l'organisation, de la reconversion, etc.

COMMENT

Une métallurgie avancée du type de celle que nous avons décrite précédemment (voir l'article « Reconvertir et développer l'industrie sidérurgique lorraine ») serait déjà une rupture avec la mono-industrie dont souffre la Lorraine du Nord.

D'autres types d'industries de transformation sont nécessaires. Tout cela nécessite une politique différente de celle menée par les pouvoirs publics, qui sont aussi conscients du problème qu'impuissants à le résoudre, faute de vouloir en prendre les moyens.

1. Une main-d'œuvre qualifiée

Préparer une main-d'œuvre qualifiée masculine et féminine, qui actuellement fait défaut : donc développer rapidement le réseau scolaire lorrain fortement sous-développé. C'est là concrètement toute la question de la priorité à donner à l'éducation nationale, à l'enseignement technique en particulier. Il faut aussi réaliser un système d'éducation permanente ou recyclage pour préparer le passage de la main-d'œuvre non qualifiée des secteurs déficitaires vers des catégories professionnelles demandant une qualification même simple.

2. Créer des entreprises publiques

Les pouvoirs publics lancent des zones industrielles et espèrent attirer

ETUDE REALISEE PAR L'EQUIPE REDACTIONNELLE
DU « FRONT SOCIALISTE »
(JOURNAL DU P.S.U. EN LORRAINE)

RE SAUVÉE

ions

RECONVERTIR L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Il faut refaire de la sidérurgie lorraine un secteur en expansion.

Comment ?

1. — Un certain nombre de mesures partielles constitueraient déjà un bon ballon d'oxygène.

Il est bien temps de commencer à promouvoir en France la grande politique du logement et de la construction scolaire dont le pays a tant besoin. La consommation en acier, donc la production, en serait augmentée dans des proportions importantes et la Lorraine ne pourrait qu'en profiter.

La réduction de la durée du travail, sans pertes de salaires, diminuerait le risque de sous-emploi dans les années à venir. Le contre-plan national du P.S.U. prévoit qu'il est possible, de 1966 à 1970, d'opérer une réduction de 10 %, soit 4 h. 30 par semaine.

2. — Ceci fait, il n'en restera pas moins qu'il faut trouver des remèdes en profondeur à la fragilité dont souffre l'économie lorraine, face à ses concurrents. L'un de ces remèdes est la reconversion de la sidérurgie.

L'acier lorrain produit sous sa forme brute est impropre à la fabrication de produits finis, élaborés, c'est-à-dire de produits qui demandent plus de main-d'œuvre, plus de recherches et qui sont appréciés sur le marché national et international



(seuls Pompey et la S.A.F.E. d'Herse-range sont spécialisés dans les aciers fins spéciaux). L'acier brut lorrain est ou bien exporté tel quel ou bien transformé en demi-produits peu raffinés, tels que tôles, rails, tuyaux, tréfilés, grillages, etc. Par ailleurs, la demande en acier Thomas diminue sur le marché, or c'est l'acier Thomas qui est le plus produit en Lorraine : la production en 1964 a été de 12 millions et demi de tonnes d'acier brut, dont près de 9 millions en acier Thomas).

De l'acier et des produits finis de haute qualité

Tout en continuant à fabriquer du brut et des demi-produits, objets de première nécessité, la sidérurgie lorraine doit se reconverter afin de produire de l'acier meilleur, plus fin.

Cette reconversion technique aurait un triple avantage :

- mettre l'industrie lorraine en meilleure position sur le marché ;
- réduire les importations françaises d'acier fin ;
- permettre de prolonger la sidérurgie par une métallurgie assez avancée pour transformer sur place l'acier fin en produits finis de haute qualité.

C'est ainsi, par exemple, que l'industrie des machines-outils n'existe pas en France et l'acier lorrain actuel ne peut fabriquer ces machines. Une reconversion pourrait être le départ en Lorraine d'une telle industrie.

Quelle initiative ?

La question se pose alors : qui peut entreprendre une pareille reconversion ?

L'initiative privée ? Il y a peu de chances étant donné sa volonté de rentabilité immédiate. L'Etat ? Oui, mais pas sous la forme de prêts avantageux aux entreprises privées qui garderaient le contrôle des opérations, sans aucune garantie sérieuse pour les travailleurs. Il faut un apport important de capitaux publics, contrôlés par la nation, dans une sidérurgie socialisée.

IMPLANTER DES INDUSTRIES ?

des industriels dans la région, grâce à diverses exonérations fiscales et aux avantages que pourront concéder les localités intéressées. Et on baptise cela « aménagement du territoire ». En fait, on n'aménage pas grand-chose, la décentralisation industrielle de la France se fait plus en paroles qu'en actes. Faudra-t-il toujours attendre le bon vouloir des entreprises privées ? En ce cas, le redressement de la Lorraine n'est pas pour demain...

Nous disons, et nous ne sommes pas les seuls, qu'il faut UNE INTERVENTION DES CAPITAUX PUBLICS POUR CREER DES ENTREPRISES DE SECTEUR PUBLIC, A LA GESTION DESQUELLES LES TRAVAILLEURS SERAIENT ASSOCIES (entreprises socialisées).

Cela exige :

- un plan régional dans le cadre d'une planification nationale digne de ce nom ;
- une banque nationale d'investissements ;
- Un programme d'investissements publics à long terme. Les priorités seraient définies par des organismes régionaux à forte participation populaire.

Quand le P.S.U. préconise dans son programme l'institution d'assemblées régionales élues, c'est à cette préoccupation qu'il obéit.

DES COMITES DE CONTROLE OUVRIERS

Les informations dont disposent les travailleurs sont essentiellement d'origine patronale. De même, à l'échelle nationale, les prévisions du Plan dépendent des renseignements économiques fournis par le patronat. Résultat : le IV^e Plan n'avait pas du tout prévu la crise des mines de fer lorraines qui a éclaté en 1963... parce qu'au moment de son élaboration, les patrons n'ont rien dit!

Les mineurs et leurs syndicats ont droit à une information économique plus objective et plus régulière. Pour cela, NOUS DEMANDONS LA CREATION DE COMITES DE CONTROLE OUVRIERS, dans le cadre par exemple de la Table Ronde. Ces comités auront le droit d'exercer un contrôle sur les informations et recevront les moyens de mener cette tâche. Deux exemples, entre autres :

1. Quelle est la teneur exacte du minéral mauritanien débarqué à Dunkerque ? « Lorraine-Magazine » dit 65 et même 75 p. 100 ; la C.E.C.A. parle de 50 p. 100 !

Et la teneur du minéral lorrain, dans les différents puits ?

2. Quel est le prix de revient réel du minéral lorrain ? DES ETUDES COMPTABLES SERIEUSES ONT-ELLES ETE FAITES ?



(Photo Agip.)

Le P.S.U. propose :

La manifestation d'avril qui a réuni à Metz plusieurs dizaines de milliers de travailleurs a exprimé la grave inquiétude de la population devant les difficultés que connaît la Lorraine.

Notre région a été considérée entre 1945 et 1963 comme une région industrielle en plein développement. En réalité, l'apparente prospérité et l'importante poussée démographique cachaient des faiblesses profondes.

L'économie régionale reposait sur quatre zones industrielles. Trois d'entre elles, dominées par une seule industrie (fer, charbon, textile dépendaient trop exclusivement de la prospérité de cette industrie.

Rien n'a été fait dans la région des mines de fer et de la sidérurgie pour prolonger et élargir l'industrie de l'acier afin de réaliser en Lorraine une part plus importante de la transformation. Les sociétés sidérurgiques, au contraire, ont retardé la création d'industries qui auraient diversifié les perspectives d'emploi et menacé leur monopole de la main-d'œuvre.

Dans la région des houillères, le développement des H.B.L. dans d'autres branches que l'extraction du charbon a été limité par une politique restrictive qui interdisait aux industries nationalisées de sortir de leur spécialité.

Le développement des services publics et privés qui sont la base d'une société moderne a été négligé en Lorraine. Les populations ouvrières de notre région ne méritaient pas, aux yeux des gouvernements et des dirigeants capitalistes de la vie économique, de bénéficier de la même gamme de services que les citoyens des grandes villes.

La déficience de l'enseignement, et spécialement de l'enseignement technique, a une triple conséquence :

- Elle a permis aux industries dominantes de maintenir leur emprise sur la main-d'œuvre.
- Elle rend difficile une reconversion industrielle positive, c'est-à-dire aboutissant à la notion d'emplois plus qualifiés.
- Elle empêche les jeunes de trouver une solution personnelle acceptable aux problèmes posés par la pénurie locale d'emplois : s'ils émigrent, c'est dans les pires conditions.

Depuis 1963, la crise a éclaté et se développe dans tous les secteurs. Dans les mines de fer, le patronat prévoit que les licenciements se poursuivront au rythme de 1.000 par an. Dans la sidérurgie, la réduction du personnel s'opère par arrêt de l'embauche. Les départs volontaires, les mises à la retraite ne sont pas compensés. Les jeunes qui comptaient sur ce seul débouché important commencent leur vie professionnelle par une période de chômage, y compris ceux qui avaient été formés par et pour les entreprises sidérurgiques. Les divers expédients employés pour masquer cette situation (années d'apprentissage supplémentaires) laissent le problème intact.

Les concentrations, les réorganisations s'opèrent au détriment du personnel. Les déplacements et les mutations aboutissent à des déclassements. L'insécurité n'est pas seulement celle de l'emploi, mais aussi celle du salaire acquis.

Dans les houillères, la situation est identique. En continuant la limitation à l'embauche et l'accélération des mises à la retraite, la direction évite pour le moment les licenciements, mais reporte la crise de l'emploi sur les jeunes.

Dans ce contexte, le manque d'emplois féminins ne peut que s'aggraver.

La diminution ou la disparition des heures supplémentaires, les retards apportés à l'entrée au travail des jeunes qui ne trouvent pas d'embauche, ont détérioré le pouvoir d'achat des travailleurs et

menacent le niveau de vie atteint.

La situation difficile de l'industrie, l'absence de débouchés variés, la faiblesse du tertiaire (commerce, enseignement, P.T.T., hôpitaux, etc.) aggravent la situation du monde rural. Des cultivateurs quittent la terre. Des ruraux émigrent, faute de voir leur région devenir complémentaire des zones industrielles et réaliser un équilibre avec elles.

Ni les dirigeants capitalistes, ni les ministres, à travers une multitude de déclarations et de visites, n'ont voulu admettre qu'il s'agissait d'une crise de structures nécessitant la mise en œuvre de solutions d'ensemble. Parce qu'ils refusent de porter atteinte au système de la « libre entreprise », ils sont incapables d'ouvrir des perspectives d'avenir et se dérobent derrière de vagues promesses pour calmer les inquiétudes.

Le Parti Socialiste Unifié partage l'inquiétude des travailleurs, de leurs organisations syndicales, des associations familiales, des organisations et des mouvements de jeunes devant cette situation.

Il soutient les revendications relatives aux salaires, à la réduction du temps de travail, à l'avancement de l'âge de la retraite telles qu'elles sont formulées actuellement. L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs et, parallèlement, celle des prestations sociales contribueraient à la solution de la crise que nous traversons. Toutefois, cette crise ne pourra être résolue en Lorraine sans de profondes réformes de structures.

Parce que le patronat de la sidérurgie s'est révélé incapable d'assurer la survie économique d'une région qu'il domine, le P.S.U. demande que la responsabilité de la vie économique régionale lui soit retirée.

Il faut créer des offices régionaux gérés paritairement, auxquels seraient confiés tous les problèmes de reconversion et de reclassement de la main-d'œuvre, toutes les organisations de formation et de promotion professionnelles, ainsi que le contrôle du mouvement de la main-d'œuvre.

La gestion des mines et des entreprises sidérurgiques doit être socialisée, confiée à des sociétés de gestion auxquelles participeront, aux côtés de ceux de l'Etat, les représentants des travailleurs. Ces organismes seront chargés de réorganiser la production sidérurgique et d'implanter dans la région des industries de transformation, de contrôler et de diriger les investissements publics et privés.

Le capitalisme a ses solutions au problème de l'emploi : pour s'assurer le profit le plus élevé, il demande aux travailleurs de courir après les emplois. Nous refusons cette solution. Nous pensons qu'un effort d'investissement industriel dirigé par l'Etat, contrôlé par les travailleurs, et un effort d'équipement en services doivent permettre à la Lorraine de reprendre le chemin de l'expansion, d'offrir aux travailleurs et aux jeunes non seulement les emplois dont ils ont besoin, mais encore des emplois plus qualifiés. L'intérêt de toute la population est d'exiger cette première socialisation des structures et d'y participer.

Pour imposer ces solutions, la lutte doit se développer sur tous les plans. Aux prochaines élections législatives, les Lorrains et les Lorraines devront remplacer les députés défenseurs du régime capitaliste qui ont voté le V^e Plan par des hommes décidés à faire passer dans la loi les mesures de socialisation nécessaires.

Le Parti Socialiste Unifié souhaite que l'action s'amplifie et que s'y intègrent toutes les couches de la population, les syndicats, les élus municipaux, les associations familiales, les mouvements de jeunes, les partis politiques.

La guerre du Vietnam

A l'heure où de nombreux articles paraissent dans la presse sur le Vietnam d'Afrique et l'Asie, « La Revue de Défense nationale », les séries d'articles de Robert Guillaumin dans « Le Monde », etc. ; à l'heure où la gauche s'efforce de mener une action en faveur de la paix au Vietnam et du peuple vietnamien, il nous paraît important que nos lecteurs puissent faire le point d'une situation qui les intéresse humainement et politiquement d'une manière urgente. Nous publierons dans nos prochains numéros la suite de cet historique de la guerre du Vietnam.

I. — L'ENGRENAGE

A. — Bref rappel historique

● 1. — Les Américains s'installent au Vietnam : 1954-1956

En 1954 — après Dien-Bien-Phu — des accords sont signés à Genève qui prévoient des élections générales au Vietnam pour le mois de juillet 1956 ! Dans la déclaration finale, les accords précisent que le règlement politique ultérieur devrait être mis en œuvre sur la base du respect des principes de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale ! Et les Etats-Unis (qui n'y sont pas partie) tiennent à marquer pour leur part que « dans le cas des nations actuellement divisées contre leur volonté », les Etats-Unis continueraient « à essayer de réaliser leur unité au moyen d'élections libres contrôlées par les Nations unies ! »

(Photo A.F.P.)



En fait..., les intentions américaines étaient fort claires : dès septembre 1954, les Américains organisent en Asie du Sud-Est la résistance au communisme et créent l'O.T.A.S.E. (organisation militaire qu'ils voudraient analogue à l'O.T.A.N.) dont font partie les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne — l'Australie et la Nouvelle-Zélande — le Pakistan, la Thaïlande et les Philippines.

Au Vietnam même, les Etats-Unis se substituent peu à peu à la France. Très vite, le régime Diem, qu'ils soutiennent, apparaît comme peu propre à faire l'unité au sud. L'entraînement des troupes du gouvernement sudiste, d'abord payé par les Américains et effectué par les Français, passe peu à peu sous contrôle américain ; en 1956, les troupes françaises sont rapatriées et l'« assistance » américaine remplace la présence française. L'impression demeure que le dégagement français correspond dans ses intentions à la phrase que prononcera plus tard de Gaulle à propos de l'Algérie : « En leur souhaitant bien du plaisir ! »

● 2. — Le régime Diem et le pourrissement de la situation

Les tares du régime Diem sont évidentes : un régime de mandarins, dont le seul programme est de paraître (et d'être) le plus anticommuniste possible, afin de profiter au maximum de l'aide américaine. Pendant neuf ans, Diem va apparaître en effet comme le seul barrage contre le communisme au Vietnam, au point que pour les Américains être « contre » Diem signifiait être « pour » les communistes.

Mais les Vietnamiens ont vite compris que le régime diémo-américain ne serait pas meilleur pour eux que le régime franco-bacdaïste. Très évidemment, ce régime était policier et inquisiteur (administration tracassière, brutalité policière dans le maintien de l'ordre, etc.) ; il était également d'un sectarisme religieux d'autant plus maladroite et imprudent que le catholicisme est une croyance importée, mal implantée au sud, liée, dans l'esprit des Vietnamiens au colonialisme. Enfin, ce régime était d'un militarisme agressif à l'égard du Nord (notamment parce que ses soutiens essentiels se recrutaient parmi les populations catholiques rapatriées lors du partage), et il ne faut pas oublier que pour la masse des Vietnamiens, Nord et Sud ne sont qu'un seul pays : le Vietnam. Et tous ces défauts, toutes ces faiblesses du

régime Diem n'étaient compensés par aucune amélioration matérielle des conditions de vie pour le peuple sud-vietnamien.

Quelles sont les conséquences ? Peu à peu, l'opposition grandit et apporte un soutien de plus en plus actif aux maquis qui se reconstituent, qui se réinstallent dans leurs anciennes régions que, lorsqu'ils étaient le Vietnam, ils occupaient déjà pendant la lutte contre la France, régions peu accessibles en général. Cette opposition se cristallise enfin dans la constitution du Front National de Libération (F.N.L.), qui groupe des communistes, des libéraux, des progressistes, des bouddhistes, etc... et le développement de la lutte contre le régime Diem s'intensifie.

Mais par contre-coup, le régime Diem se durcit, accroît la répression. Les Américains intensifient leur aide en argent, en matériel, en hommes.

● 3. — Les débuts de l'escalade

Mais le régime patronné par les Américains n'était pas bien solide. Dans les derniers temps, ce fut l'opposition bouddhiste qui fit apparaître au grand jour — et en particulier devant l'opinion internationale — la corruption et la brutalité du gouvernement Diem. Pourtant, le bouddhisme, religion de 70 % des habitants, n'était pas au Vietnam une religion militante, mais représentait plutôt une philosophie et des pratiques ancestrales ; ce fut l'intransigeance, l'intolérance des catholiques diémistes qui fit naître là un foyer d'opposition : manifestations culturelles interdites, incidents de Hué, coups de force contre les pagodes, tueries dans les sanctuaires, saccage des lieux de culte, arrestations massives, suicides spectaculaires de bonzes... L'opinion internationale était éclairée sur la « démocratie » soutenue par les Américains.

En même temps, et par conséquence, l'agitation gagne les campagnes et l'intérieur des fameux « hameaux stratégiques ». Effrayés, les Américains (le gouvernement Kennedy) essaient vainement d'obliger Diem à plus de modération ; finalement, en novembre 1963, ils sont contraints d'abattre son régime, de sacrifier son œuvre.

Depuis, une dizaine de coups d'Etat se sont succédés à Saïgon : en janvier 1964, en août 1964, deux en septembre de cette même année (le 13, puis le 26), en décembre encore, deux autres en janvier 1965... Et très régulièrement, on parle de menaces de coup d'Etat à Saïgon : ce qui inquiète et désole toujours les Américains, qui semblent toujours tenir à la fiction d'un gouvernement vietnamien représentatif des aspirations du Sud-Vietnam ! En fait, il apparaît clairement que cette instabilité est en relation directe avec les progrès constants du F.N.L. auprès d'une population qui, quelles que soient ses diverses préférences idéologiques, est de plus en plus largement hostile à la mainmise étrangère et aux méthodes utilisées.

En effet, les effectifs américains, l'aide de toute nature, n'ont cessé de croître parallèlement pendant toute cette période : les Américains se sont engagés au Vietnam dans une véritable guerre.

B. — L'escalade :

où en est-on aujourd'hui ?

● 1. — Les effectifs et les moyens

Qu'il suffise de citer quelques données. Aujourd'hui, selon les Améri-

cains eux-mêmes : 230.000 maquisards sont organisés en 126 bataillons et milices, dont 20.000 soldats de la République démocratique du Vietnam passés au sud du 17^e parallèle, amalgamés en unités mixtes avec leurs compatriotes sudistes. Pendant la seule année 1965, 113.000 gouvernementaux ont déserté le rangs de l'armée dite « nationale ». Le contingent américain est de 215.000 hommes, effectivement engagés dans l'action, contre quelques centaines de conseillers américains au moment du départ des Français, on parle de le doubler, voire de le tripler, d'ici à la fin de l'année.

● 2. — La seule guerre

Au Centre-Vietnam, en pleine jungle, là où débouche la piste Ho Chi Minh venant du nord, les Américains ont bien failli perdre la guerre, l'an dernier ; là se concentraient les troupes vietcong, qui voulaient constituer une base solide pour des attaques massives qui auraient pulvérisé le dispositif ennemi. Les Américains ont réagi brutalement, et sont depuis en train d'installer à Pleiku, à An Khê, des bases militaires très importantes, brûlant la végétation pour poser mines et barbelés : une brigade d'infanterie américaine aéroportée, un bataillon de chars, de l'artillerie lourde, deux pistes d'atterrissage à Pleiku. Quinze kilomètres carrés de jungle rasée, 500 hélicoptères en tous genres (capables de transporter jusqu'à un wagon de chemin de fer, par

exemple, ou bien armés de mitrailleuses, capables de lancer quarante-huit roquettes en quatre secondes !), 15.000 hommes, des jeeps, des camions, des avions, etc.

Sur la côte, à Danang, les Américains ont implanté une des plus grandes bases d'aviation militaire : 42.000 « marines », 4.000 aviateurs. C'est la plus importante base de départ des attaques aériennes aussi bien contre le sud que contre le nord (e. peut-être : un jour contre la Chine ?). Les installations portuaires sont considérables. Deux pistes pour avions à réaction ne suffisent plus ; on en construit une troisième. On attend d'autres « marines » dans cette ville artificielle servie par un personnel de 7.000 à 8.000 militaires, qui couvre 10 kilomètres carrés, avec théâtre, chapelle et boîte de nuit... Et naturellement des avions, tous les avions qui peuvent déverser des bombes, beaucoup de bombes, plus de bombes que pendant toute la dernière guerre mondiale sur l'Allemagne.

Saïgon est une ville fortifiée. D'autres bases américaines naissent au Vietnam (dix contre quatre il y a un an) ou dans la Thaïlande proche. Indiscutablement, les Américains ont engagé au Vietnam une énorme machine de guerre ; indiscutablement les Vietnamiens meurent par milliers, militaires ou civils. Cela veut-il dire que la victoire américaine est proche ? Il ne semble pas !

« Le Vietcong est partout ». A Hué, où l'on arrive en avion, car la route est trop dangereuse, tous les villages des alentours sont viets, par un Américain ne peut se risquer à quelques kilomètres du centre de la ville. A quatre kilomètres au nord de Saïgon commence le pays viet ; on peut y rouler quelques kilomètres le jour, jamais la nuit, ni le matin, car la route est minée. Même chose à l'ouest. La seule échappée vraiment sûre est vers le nord-est, où se trouve la puissante base américaine de Bien-Hoa ; et sur quelques kilomètres au sud, parce que les Américains y ont totalement défolié la forêt.

Mais l'ennemi reste insaisissable partout ailleurs, dès que le combat reste à terre : les Américains « nettoient » sans cesse, bombardent, inondent de gaz et de napalm, mitraillent, font tomber les feuilles des arbres, et avancent de cent mètres, et tout est à recommencer. L'ennemi, on le voit rarement : il disparaît dans la jungle, dans les rizières, dans des kilomètres de tunnels ; il n'apparaît que sous la forme de pièges, d'embuscades, de tireurs isolés « nombreux comme des mouches », de trappes où s'empalent les hommes, voire où tombent les chars. Dès que les

troupes s'avancent trop, dès qu'elles perdent le contact, elles risquent l'embuscade, les tranchées nocturnes, le massacre comme tel régiment gouvernemental qui laissa 600 tués au moins sur le terrain, parce que les Vietcongs avaient fait 25 kilomètres de nuit, dans la jungle, en marche forcée. Les Américains nettoient, les communiqués de victoire se succèdent, on va enfin pacifier... et c'est à refaire !

Dans le delta du Mékong, vaste rizière qui nourrit le Vietcong, les Américains ont renoncé à s'introduire : ils laissent ce soin aux gouvernementaux et se contentent, eux, de bombardements constants et d'arrosages au napalm, au point que les paysans doivent repiquer le riz de nuit : de jour, on tire sur tout ce qui bouge ! Le Vietcong de nuit aussi, achemine le riz et les armes ; de jour, il se dissimule dans les forêts de palétuviers inondées, infestées de serpents cobras. Le seul résultat de la politique américaine, dans cette région, est de dresser contre elle, chaque jour un peu plus, la population paysanne.

En fait, la guerre au Vietnam suit un processus constant : les Américains écrasent, pilonnent, détruisent, déploient des forces extraordinaires, ravageant le pays et tuant des milliers d'hommes, sans essayer de distinguer (et comment serait-ce possible ?) civils et militaires. Chaque fois, le Vietcong se dissout dans le paysage, disparaît dans les montagnes, avec le moins de pertes possi-

ble. Chaque fois, les Américains laissent aux troupes de ses « alliés » sud-vietnamiens le soin d'occuper la région ratissée ; et le Vietcong s'y réimplante presque aussitôt. Et l'implantation vietcong reste partout dominante. Et l'impression demeure qu'à moins de tuer presque tous les Vietnamiens, il sera bien difficile de « pacifier » le Vietnam. On est conduit à se demander avec quelque ironie, avec quelque terreur aussi, jusqu'où ira ce pari, cette « escalade » — théoriquement conduite pour intimider l'adversaire et l'amener à négocier — jusqu'où, et jusqu'à quand ? Les perspectives sont plutôt sombres...

● 3. — Les perspectives

En Amérique, on parle de plus en plus de l'accroissement de l'effort de guerre ; le Sénat vote les crédits d'« aide » au Vietnam. Johnson affirme que l'Amérique ne cédera pas. Les militaires demandent des renforts massifs et l'intensification des bombardements au nord du 17^e parallèle — on en est déjà arrivé à plus de soixante-dix missions en une seule journée ! On parle de miner le port de Haïphong et tout le golfe du Tonkin, de brûler les installations pétrolières, de crever les digues... On envisage froidement les risques d'un conflit avec la Chine. C'est la logique de l'« escalade », de l'escalade — que l'on commence, d'ailleurs, à oublier quelque peu : on parle de moins de gagner. Pour gagner, il faut accroître l'engagement militaire. Et l'opinion américaine, quoique peu favorable à la mobilisation des « boys » ou à des restrictions, n'accepte pas de « perdre la face » en n'écrasant pas l'adversaire. C'est un engrenage de fausse logique, dont on ne peut sortir que parce qu'on ne le veut pas, et puis parce qu'on le peut de moins en moins.

Au Vietnam même le massacre ne cesse de grandir ; et, sur le plan politique, l'énormité, la brutalité de l'engagement militaire américain écrase toute vie politique. Le gouvernement vietnamien est moins qu'une fiction, à peine un agent d'exécution. L'instabilité ministérielle n'est plus un danger, parce que dans de telles conditions, il est peu enviable d'être ministre. Au contraire, c'est le Vietcong qui profite de l'anti-américanisme qui grandit partout, des désirs de paix de tous, de la misère.

Germaine Pivasset.

LA SEMAINE PROCHAINE : l'intimidation est-elle efficace ?

A bas la censure

Dame Censure, dont le dernier exploit est l'interdiction de *La Religieuse*, porte une longue robe noire et s'en va rasant les murs. Son allure hypocrite lui vaut la fréquentation de Messieurs respectables, décorés, enrubannés, de religieuses en cornettes ou de mères de famille professionnelles. Il est peu d'artistes qui n'aient eu à souffrir des attaques de ces champions de l'ordre, de la morale, de la religion, de la patrie...

Cependant, parmi ceux-ci, les cinéastes sont les plus vulnérables. C'est qu'ils ne s'adressent pas au happy few, mais aux masses et que, de ce fait, il est facile de les atteindre sur le plan matériel et moral. Aussi bien, il est peu d'entre eux qui, doués de quelque talent, n'aient eu à souffrir sinon des interdictions, du moins des coups de ciseaux d'Anasthasie. A quelque chose malheur est bon ! L'émotion soulevée par le scandale de l'interdiction de *La Religieuse* permettra peut-être de susciter un courant d'opinion susceptible de modifier cet état de choses.

Il faut saluer à cet égard la création du Comité de Vigilance et d'Action contre les Censures, constitué notamment par la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue de l'Enseignement, la Fédération française des Ciné-Clubs, l'U.N.E.F., la F.E.N., le Comité d'Action du Spectacle. Et la campagne du Comité a magnifiquement commencé par un meeting tenu le 26 avril dans la grande salle de la Mutualité devant un public jeune et enthousiaste.

Le cinéma et l'industrie

En ouvrant la séance, Daniel Mayer a souligné qu'il s'agissait, pour le Comité de Vigilance, de « la production artistique dans son ensemble », et qu'au-delà de la défense corporative, professionnelle, il y avait un principe : la liberté.

Ensuite, Henri Alcan, président du Syndicat des techniciens du film, a souligné que le cinéma étant une industrie — comme on l'a dit souvent — pouvait difficilement supporter les incertitudes résultant de l'intervention de vingt-trois censeurs (le nombre de la Commission de contrôle des films), sans compter les censures additives et parallèles.

Survint le long défilé des metteurs en scène venus exposer leurs démêlés avec la censure.

Le premier fut Alain Resnais, dont le film *La guerre est finie*, victime d'une certaine diplomatie, passera hors festival à Cannes, pour ne pas déplaire à Franco (le règlement du Festival fait obligation de ne pas heurter les gouvernements, ce qui est difficilement compatible avec la liberté artistique).

Avec beaucoup de modération, le metteur en scène de *Hiroshima mon amour* a raconté les ennuis qu'il eut à propos de *Nuit et Brouillard* et d'un autre film moins connu, *Les statues meurent aussi*. Dans le premier cas, il lui fut demandé de couper une allusion au camp de concentration de Pithiviers, symbolisé... par le képi d'un gendarme français. Dans le second cas, ce fut plus grave : *Les statues meurent aussi* (réalisé avec Chris Marker) se trouva interdit pendant huit ans, en raison d'une évocation du racisme formulée à propos de l'art nègre. On n'hésita pas à parler à ce sujet, en haut-lieu, de « viol des foules ».

Alain Resnais révéla également que *La guerre est finie* avait fait l'objet d'une mise en garde préalable qui avait interrompu le tournage du film pendant dix jours.

Se référant à l'exemple de la Belgique où l'absence de Commission de contrôle permet une censure a posteriori par la police ou les autorités locales, l'illustré metteur en scène crut pouvoir recommander une cotation officielle des films qui, à l'instar de celle instituée par la Centrale catholique du cinéma, n'interdirait pas au moins aux spectateurs de se faire une opinion en connaissance de cause.

Pour la liberté totale

Ce point de vue fut combattu par les confrères de Resnais, en particulier par Louis Daquin qui, avec l'appui d'une longue expérience, vint déclarer que les professionnels du cinéma sont « en liberté surveillée ». Soulignant l'évolution du public qui a atteint sa majorité, le metteur en scène du *Point du Jour* prôna avec énergie la liberté totale pour les créateurs et les spectateurs (exception faite des très jeunes gens).

Sans doute, il y a peu de films interdits, mais « le spectre de la censure hante l'esprit des créateurs ». Il est tout de même des films français qui ne peuvent voir le jour : *Le sang noir* (consacré aux révoltes sur le front en 1917, sujet traité par ailleurs dans le film américain, *Les sentiers de la gloire*, également interdit en France), *L'affaire Dreyfus*. Le classique *Zéro de conduite* de Jean Vigo fut interdit pendant douze ans.

« Moins courageux ou moins naïf » que Jacques Rivette, Louis Daquin avait renoncé à tourner un film inspiré par *La Religieuse* de Diderot.

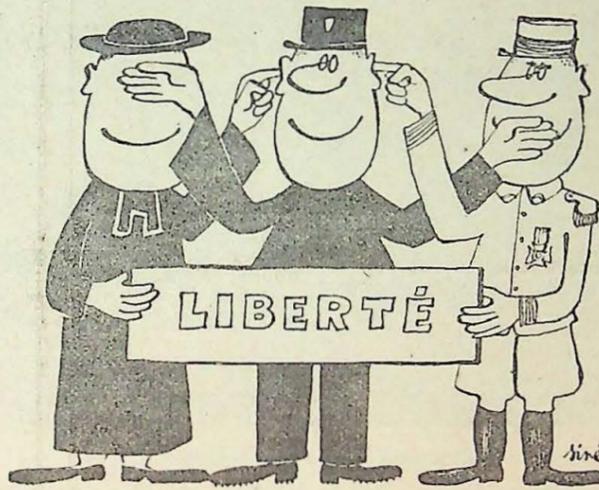
L'introduction de *Bel Ami* lui servit de leçon. Ce film anticolonialiste avait été réalisé en pleine guerre

Tel est le cas de Jacques Pannigel dont le film *Octobre à Paris*, réalisé pendant la guerre d'Algérie, voulait avant tout porter témoignage et n'a jamais été soumis à aucune autorisation préalable. Seules des circonstances politiques exceptionnelles peuvent justifier les sacrifices nécessaires pour tourner de tels films maudits.

Cependant, l'auteur d'*Octobre à Paris* n'a pas manqué de se placer sur un plan plus général, plaçant lui aussi pour la liberté totale : « Quand on met une casquette de censeur sur le crâne de quelqu'un, même bien intentionné, on ne peut savoir ce qui va se passer... Il est clair qu'on ne peut accorder contrôle et culture » (une jurisprudence devant toutefois être définie pour protéger les jeunes spectateurs de moins de 13 ou de moins de 16 ans).

On écouta ensuite une lettre de Chris Marker, lue par Loleh Bellon, dans laquelle le metteur en scène de *Cuba Si*, exposa notamment les raisons qui motivèrent l'interdiction de ce film par M. Terrenoire, alors ministre de l'Information. Raisons politiques, bien sûr : Chris Marker était accusé de faire de la propagande castriste, car il est vrai qu'un metteur en scène de l'opposition ne saurait être qu'un débile ou un vendu ». Sans doute, le successeur de M. Terrenoire, M. Peyrefitte, autorisa la sortie du film : entre temps, la politique française avait pris un tour anti-américain et les relations avec Cuba s'étaient améliorées.

En conclusion, Chris Marker a souligné que la censure préventive et l'autocensure entraînaient l'avortement de nombreux projets, qu'il existait



d'Indochine, d'après Maupassant. La censure s'en prit d'abord au dialogue emprunté à l'écrivain. On prétendit remplacer « bédouins » ou « berbères » par « brigands » ou « bandits » ; la Méditerranée devenait la « haute mer », le Maroc « la lune ».

Une réplique connue un sort non moins curieux : « Qu'en pensent les Marocains ? » — Les indigènes ne pensent pas, Madame », devint : « Qu'en pensent les plantes exotiques ? — Les plantes exotiques ne pensent pas, Madame ».

On se retrancha ensuite derrière le fait que le film était une coproduction franco-autrichienne pour en interdire la sortie et l'amputer de deux scènes capitales. « Œuvre de dégradation nationale... Maupassant revu par Gorki... », avait dit un ministre au Parlement.

Claude Chabrol n'eut pas d'ennuis aussi sérieux avec la censure. Il raconte avec esprit que *Le beau Serge* avait été un moment interdit à l'étranger pour avoir donné « une idée fautive » des paysans français. Dans un autre film, il dut couper une scène d'amoureux tournée place de l'Etoile, parce qu'elle était accompagnée, par hasard, d'une sonnerie aux morts.

Dans *Le Tigre se parfume à Miami*, il lui fallut supprimer cette réplique savoureuse : « Les dictatures de vieillards sont celles qui durent le plus longtemps ».

Rien de bien grave, on le voit. Claude Chabrol n'en a pas moins dénoncé l'influence néfaste que les autorisations préalables de tournage exercent sur les producteurs.

La censure est avant tout politique

Plus véhéments furent les orateurs suivants dont les démêlés avec la censure sont avant tout d'ordre politique, idéologique.

« un véritable cimetière de films non tournés ».

René Vauthier, pour sa part, a souligné que la censure ne vise pas seulement la peinture d'actes ressortant de la sexualité — comme on le croit souvent — mais le fait qu'elle est essentiellement politique.

« Il faut se battre, a-t-il ajouté, pour voir certains films » : *Sucre amer*, qui montre comment M. Debré s'est fait élire à la Réunion, tel autre film sur les sentiments de la jeunesse à l'égard du service militaire ou sur les maquis de la Guinée portugaise.

Cet aspect politique de la censure est en vérité le plus grave. S'il ne date naturellement pas du régime actuel, il n'est pas absent dans l'affaire de *La Religieuse*, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le souligner.

Le droit à la culture

Mais il y a aussi l'argument officiellement avancé par le secrétaire d'Etat à l'Information et qui vaut qu'on s'y arrête. Il a repris en effet, au Parlement, l'argumentation développée dans la pétition organisée par les A.P.E.L. (la très puissante Association des parents des élèves de l'Enseignement libre) : le film serait attentatoire à l'honneur des religieuses, diffamatoire à leur égard : « Chacun, qui vitupère aujourd'hui, a dit le ministre, admettrait-il si facilement demain que le cinéma exploite les œuvres, même du Siècle des lumières, qui mettraient injustement en cause, en déformant la réalité et l'image, d'autres groupes sociaux ? »

L'argument est fort dangereux, car il fait peser une menace permanente sur toutes les œuvres d'art. Courte-ligne, dans ce cas, devrait-il être épar-

gné, au nom de l'honneur des « ronds de cuir » ?

« Les religieuses n'ont pas d'honneur à défendre », a déclaré Mère Marie-Yvonne, célèbre par sa correspondance avec Edouard Herriot. Les autres corporations non plus, sans quoi où allons-nous ?

Dans son intervention au meeting de la Mutualité, Jean-Luc Godard a bien montré les dangers d'une telle position lorsqu'il a évoqué la difficulté pour les « fabricants d'images et de sons » de tourner dans un lieu public : H.L.M. ou bâtiment officiel.

S'il est difficile de montrer la dispute de deux noirs dans le métro, il pourrait être difficile également de « tourner dans un bureau de postes si l'on y voyait la postière tromper son mari ». Dans tous les cas, on vous demande des explications sur le scénario. Il est vrai que le talentueux réalisateur de *Masculin et Féminin* déclare s'en tirer en ne faisant pas de scénario !...

Il n'en allait évidemment pas de même pour *La Religieuse*, dont Jacques Rivette est venu dire avec beaucoup de simplicité et de dignité, qu'elle avait pour but de « faire lire et relire » le roman de Diderot.

Après un avis favorable de la Commission de présensure, celle-ci finit par autoriser le tournage, à la suite de l'adaptation théâtrale montée à Paris, et après que le metteur en scène eût accepté d'« affadir le film avec le concours de M. Bourges ».

Puis ce fut la campagne que l'on sait, lancée avant même la terminaison par la question écrite de Frédéric Dupont et la réponse de Papon, qui eurent d'ailleurs pour effet de faire accélérer le tournage, et de gâter un peu la fin du film.

Maintenant, il est clair que l'émotion soulevée par l'interdiction de *La Religieuse*, les protestations qui affluèrent de toutes parts n'ont pas été sans effet sur le gouvernement et que ce dernier est à la recherche d'une solution. Jacques Rivette a néanmoins récusé celle à laquelle on songe officiellement : autoriser la projection de *La Religieuse* dans les ciné-clubs et dans le circuit des cinémas d'art et d'essai, ce qui — compte tenu de la publicité faite au film par l'interdiction — permettrait un certain succès commercial, mais ce qui serait également contraire à la démocratie.

Courageusement, Jacques Rivette s'est placé sur ce terrain pour réfuter les arguments des partisans de cette solution hypocrite et aussi des religieux de « bonne foi » qui affirment n'être pas choqués par ce qu'il y a dans le film, mais font état de la réaction des masses non averties.

Une censure limitée est incompatible avec la démocratie et ouvre la voie à l'arbitraire. Déjà, on interdit des films aux moins de dix-huit ans, simplement parce qu'ils ne plaisent pas aux autorités, pour en gêner la distribution (perte sur les recettes normales : 40 à 70 %) ; par exemple, *Pierrot-le-Fou* a été interdit aux adolescents sous prétexte qu'il développait l'« esprit d'anarchie ».

Si l'on refuse la notion d'« élite » contraire à une véritable démocratie, il faut supprimer toute censure, toute interdiction (sauf pour les très jeunes spectateurs et sous réserve de règles soigneusement édictées).

Ainsi que l'a déclaré le président de l'U.N.E.F. à l'issue du meeting de la Mutualité, il faut éviter que la culture ne soit « réservée à un ghetto de Français ».

M. C.

Vient de paraître :

GUY NANIA
UN PARTI
DE LA GAUCHE,
LE P. S. U.

Préface d'Edouard DEPREUX
Librairie GEDALGE, Editeur

Prix de vente en librairie : 20 F
plus taxes. - Pour les membres
du P.S.U. : 15 F

Passez les commandes à :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi - PARI-15°
C. C. P. : 5826-65 PARIS

Une espérance déçue : le Front populaire

LONGUES files de tandems sillonnant les routes de France, plages aristocratiques envahies par ce qu'on appelle un peu dédaigneusement les « congés payés », jeunes gens et jeunes filles sac au dos ou chantant autour d'un feu de camp devant les Auberges de la Jeunesse : ce sont ces images d'Épinal qui, pour beaucoup de Français, trente ans après, évoquent le Front populaire.

Le militant politique de gauche a une autre optique. 1936 demeure pour lui une espérance déçue, une expérience ratée mais lourde d'enseignements plus que jamais valables.

Sur la route de l'unité

Nous avons montré, dans un précédent article (voir « T.S. » n° 272), comment la crise économique, la faiblesse gouvernementale et la corruption parlementaire avaient fait le jeu des ligues fascistes, qui, en février 1934, avaient essayé de prendre le pouvoir.

Nous avons insisté sur la naissance et sur le développement d'un puissant rassemblement populaire qui, dès 1934, allait imposer l'unité à des appareils politiques craintifs ou sectaires et faire reculer la menace fasciste. Tout au long de l'année 1935, lentement mais sûrement, l'idée de « Front populaire » suit son petit bonhomme de chemin. Et pourtant que d'obstacles à surmonter, que de méfiances à apaiser, que de confusions à clarifier !...

En février 1935, sous l'impulsion des masses ardemment éprises d'unité, un meeting groupant autour de Blum et de Cachin des radicaux et des syndicalistes C.G.T. et C.G.T.U. (car le mouvement syndical est encore divisé) a lieu à Paris, salle Bul-lier.

Le 2 mai 1935, l'annonce de la signature du pacte franco-soviétique (Laval-Staline) supprime le dernier obstacle qui pouvait encore rendre difficile l'entrée des communistes dans une union des gauches.

A l'initiative du Comité antifasciste Amsterdam-Pleyel est lancée l'idée d'organiser une manifestation commune le 14 juillet 1935. Elle grouperait notamment autour du mouvement Pleyel : la C.G.T., la C.G.T.U., le parti radical, le parti communiste, la S.F.I.O. et les socialistes non S.F.I.O. Un comité dit du « Rassemblement populaire du 14 juillet 1935 » fut chargée d'organiser la manifestation. Elle groupa, selon les organisateurs, près de 500.000 manifestants et fut un immense succès. A quelques mois des législatives et alors que l'union de la gauche se cimentait de jour en jour davantage, il ne pouvait être question pour le Comité du 14 juillet de s'effacer. Il s'attaqua immédiatement à l'élaboration d'un programme destiné à être celui de tous les candidats de la gauche au deuxième tour et... en cas de victoire, le programme du gouvernement de gauche.

A l'intérieur du Comité, deux tendances allaient d'ailleurs très vite se manifester. La première groupant des syndicalistes C.G.T., des S.F.I.O. et l'U.S.R. (Union Socialiste Républicaine) se déclarait favorable à des réformes de structures. La seconde, composée de syndicalistes C.G.T.U., des radicaux... et des communistes, de peur d'effrayer les classes moyennes, se prononçait en faveur de la rédaction d'un programme revendicatif. Ce fut la position la plus modérée qui l'emporta finalement, mais déjà ce programme trop imprécis et trop général inquiétait bien des militants.

Une lueur d'espoir

Après un premier tour sans histoire, et par suite du jeu des désistements au deuxième tour, les partis du Front populaire l'emportèrent, le 3 mai 1936, avec 370 élus. Le lendemain, *Le Populaire*, dans une édition spéciale, considérant qu'avec ses 146 élus, le parti socialiste est le groupe le plus nombreux à la Chambre, réclame pour lui (donc pour Léon Blum) la direction du gouvernement de Front populaire.

Pour la majorité des militants S.F.I.O., Léon Blum était l'homme de la situation. Maître des requêtes au Conseil d'État, journaliste de talent, orateur parlementaire habile, le leader S.F.I.O. possédait une intelligence subtile qui, pensait-on, lui permettrait de mener à bien une aussi lourde tâche.

Arrivé au pouvoir grâce au suffrage universel, il estimait que le parti n'avait pas le droit d'en user

révolutionnairement sous peine de se rendre coupable d'abus de confiance. Aussi écrivait-il et disait-il « que le gouvernement de Front populaire n'avait pas pour tâche de construire le socialisme, que les limites de sa mission étaient nettement indiquées par le programme commun et qu'il n'irait pas au-delà ».

Ne voulant d'ailleurs, à aucun prix, encourir le reproche d'illégalité, il refusa d'entrer en fonction avant le début juin 1936 parce que la Chambre élue en 1932 devait légalement fonctionner jusqu'à la fin mai.

La classe ouvrière n'attendra pas cette date et, à partir du 11 mai, les ouvriers heureux de voir reculer le péril fasciste, désireux aussi de montrer au gouvernement qu'il n'est pas seul, passent à l'offensive et un mouvement de grève avec occupation des usines, magasins et bureaux se développe en France. Les dirigeants de la C.G.T. (la reconstitution de l'unité syndicale ayant finalement abouti en septembre 1935) se montrent inquiets d'une évolution qu'ils contrôlent avec peine.

Le 4 juin 1936, le premier gouvernement Blum est constitué. Il se compose de S.F.I.O., d'U.S.R. et de radicaux. Les communistes ont refusé l'offre qui leur était adressée. Peut-être pour exercer une pression de l'extérieur et être une sorte de « ministère des masses » ; peut-être aussi pour ne pas effrayer l'opinion modérée.

Le 5 juin, la Chambre vote par 384 voix contre 210 la confiance au

Au cours du mois de juin, d'autres textes sur l'Éducation nationale, la nationalisation des industries de guerre et la réforme des statuts de la Banque de France avaient été déposés et votés.

L'espoir déçu

Avec le mois de juillet va commencer le lent cheminement qui conduira à la défaite ouvrière et à la désagrégation du Front populaire. La place nous manque pour en retracer toutes les étapes historiques. Nous nous contenterons donc de dégager « les facteurs décisifs de ce reflux ».

C'est tout d'abord la guerre d'Espagne : au pouvoir depuis février 1936, grâce à la neutralité du centre, le Front populaire espagnol en butte à un coup d'État militaire fait appel au Front populaire français et lui réclame des avions militaires. Blum, pour ne pas déplaire à la Grande-Bretagne, pour rassurer les radicaux, se prononce pour une *politique de non-intervention*. Il mécontente gravement les militants du P.C., de la C.G.T. et l'aile gauche de son propre parti. Une première fissure apparaît dans le bloc des gauches et, de plus en plus, les formations constituant le Front populaire vont se diviser sur la politique espagnole du gouvernement.

« La situation internationale a d'ailleurs pesé sur toute cette période » et les formes de résistance à l'offensive continue de l'Allemagne



Un comité de rassemblement.

nouveau gouvernement. Le même soir, une délégation patronale demande à être reçue par le président du Conseil. Le 7 juin, dans la nuit, après d'âpres discussions et l'arbitrage de Blum, les *accords Matignon* sont signés. Ils constituent un ensemble très important de réformes (reconnaissance de l'exercice du droit syndical, établissement de contrats collectifs de travail, institution de délégués ouvriers élus, réajustement des salaires).

Pour éviter des conséquences extrêmes, provisoirement vaincu par l'alliance syndicat-gouvernement et par la pression des masses de jour en jour plus forte, le patronat céda... mais réclamait le retour au calme dans les plus brefs délais.

Contre l'avis des militants de la minorité de la S.F.I.O. et des syndicalistes révolutionnaires, les dirigeants de la S.F.I.O., de la C.G.T. et du parti communiste, refusant de cautionner ceux qui veulent poursuivre le mouvement et s'engager dans la voie révolutionnaire, prêchent la prudence. Il fallut toute leur pression pour que tout rentre dans l'ordre et les radicaux, un moment inquiets, respirèrent...

Profitant tout de même de la grande peur du patronat, Blum entreprend de faire voter le plus rapidement possible les mesures sociales prévues :

— le 9 juin, vote sur les conventions collectives et les congés payés ;
— le 11 juin, semaine des 40 heures (5 x 8). Ces textes sont d'ailleurs votés avec une confortable majorité.

Dans le même temps et dans le but de prouver aux classes moyennes et paysannes la sollicitude du gouvernement, Léon Blum dépose, le 12 juin, deux textes : l'un sur les fonctionnaires, l'autre sur les anciens combattants. Un texte sur l'Office national interprofessionnel du blé, rédigé par G. Monnet, rencontrera plus de difficultés et l'opposition du Sénat. Il sera finalement voté le 14 août.

hitlérienne ont été, autant que la guerre d'Espagne, des éléments de discorde.

Déjà en décembre 1936, à l'issue d'un débat de politique extérieure, J. Duclos, au nom du P.C., s'abstient. Ultime concession consentie à l'union de la gauche.

C'est ensuite la faiblesse du gouvernement de Front populaire devant la contre-offensive bourgeoise. Après les événements de juin, Blum et Auriol (ministres des Finances) attendaient une reprise économique. Or, en juillet, août et septembre, « l'hémorragie d'or » s'aggrave, les bons du Trésor sont renouvelés avec peine, un emprunt à long terme ne rapporte qu'une somme très insuffisante. La bourgeoisie a bien manœuvré et le gouvernement doit dévaluer. Dès octobre 1936, la poussée réformatrice du gouvernement Blum est arrêtée. Sa politique financière indispose, pour des raisons diverses, radicaux et communistes. L'extrême-droite se déchaîne contre les ministres socialistes. Sa cible favorite est Roger Salengro, ministre de l'Intérieur. Elle n'hésite pas à l'accuser faussement de désertion devant l'ennemi. Écœuré, déprimé, Salengro, pourtant innocent par la Chambre des députés, se suicide le 15 novembre 1936.

Le patronat, lui, avec un peu de son courage, a retrouvé toute sa morgue et des pourpalers engagés avec la C.G.T. et le gouvernement sont rompus par lui le 28 novembre.

Les mois passent... En février 1937, Vincent Auriol, très inquiet, prévoit qu'avant la fin de l'année il manquera 55 milliards à la Trésorerie. Les prix augmentent. Le gouvernement, trahi par de nombreux « hauts fonctionnaires », doit décréter la *nécessité d'une pause*. Cette pause, dans l'esprit de Léon Blum, devrait faire comprendre au patronat qu'on ne reviendrait pas sur les lois sociales votées et à la classe ouvrière qu'il faudrait, pour un temps, cesser de revendiquer afin de ne pas accabler les petites et moyennes entreprises.

En mars 1937, incident grave. Le Parti Social Français de La Roque organise une réunion à Clichy. Socialistes et communistes, après avoir vainement essayé d'obtenir l'interdiction de cette manifestation, décident de contre-manifester. La police chargée avec fureur. Des coups de feu sont tirés. Le bilan est lourd : 5 morts, 200 blessés. Le directeur du cabinet de Blum, présent sur les lieux, reçoit une balle. Ainsi, sous un gouvernement de gauche à direction socialiste, des militants socialistes tombent sous les balles de la police d'État.

Mois après mois, la situation financière empire. Le 10 juin 1937, le gouvernement réclame les pleins pouvoirs financiers. Le Sénat conservateur s'y oppose. La crise est ouverte et les *ministres radicaux en profitent pour faire connaître leur désaccord avec leurs collègues*. Sans même consulter son parti, en dépit du soutien de manifestations populaires contre le Sénat, Blum, découragé, démissionne. Chautemps, un radical, le remplace. Selon un processus classique sous la III^e République (puis sous la IV^e...), un gouvernement modéré succède au gouvernement de gauche appelé au pouvoir par le suffrage universel. Le Front populaire agonisant voit, en quelques mois, se succéder trois cabinets. Blum, une deuxième fois chargé de dénouer la crise, formera un gouvernement qui ne durera pas un mois. Le 12 avril 1938, Daladier, autre radical, constitue le gouvernement. Il est investi par 575 voix contre 5 (les communistes ayant aussi voté pour lui), mais cette imposante majorité est fragile et lorsque, en août, Daladier prétendra « assouplir les 40 heures », communistes et socialistes, dans l'opposition cette fois, se dresseront contre lui.

Au mois de novembre, après les décrets-lois financiers de Paul Reynaud, le mécontentement de la classe ouvrière grandit. Une grève générale de 24 heures est décidée. Mal préparée, trop tôt divulguée, elle est un échec pour le mouvement ouvrier français. « Désormais, le Front populaire est bien mort ».

Les enseignements du Front populaire

Qu'il ait été, en fin de compte, un demi-échec, personne à gauche ne le conteste, mais n'est-il pas possible de tirer quelque enseignement de l'expérience de 1936 ?

Le premier, à notre avis, est que « la bonne volonté des camarades-ministres ne suffit pas ». Sans doute, Léon Blum et les ministres socialistes entendaient-ils sincèrement œuvrer pour l'amélioration du sort de la classe laborieuse et ils le prouvèrent. Mais ils se trouvaient aux prises avec une économie capitaliste rigide et l'hostilité des possédants. Leur souci de la légalité, un programme leur interdisant de toucher aux structures du régime ne pouvaient que les conduire à la stagnation d'abord, puis à la défaite.

S'adressant aux militants socialistes, le 30 mai 1936, Léon Blum s'écriait : « S'il se trouvait que des résistances insurmontables nous obligent à constater qu'il est impossible d'amender du dedans la société actuelle... je serais le premier à vous dire... il n'y a rien à faire dans cette société telle qu'elle est... » Que nos camarades méditent ces paroles prophétiques !

Le deuxième enseignement se rapporte à l'action unie des masses et du pouvoir gouvernemental. Un puissant élan avait mobilisé l'opinion en mai et juin 1936. Très rapidement, cette opinion tombe dans un sorte de torpeur dont elle ne sortira que rarement (suicide de Salengro, par exemple). Or ce fossé entre l'opinion et le gouvernement a laissé certains germes de désunion se développer d'une façon foudroyante, car un gouvernement de gauche est voué à l'étouffement, à plus ou moins brève échéance, s'il ne bénéficie pas de l'appui sans réserve des couches populaires. Les premiers mois du Front populaire l'ont clairement démontré : seule l'intervention résolue des masses permet de remporter de grandes victoires et l'on ne mobilise pleinement les masses que sur un programme très précis à l'élaboration duquel elles ont pu participer. Faute de cela, « lorsque vient le moment de tenter l'ultime bataille défensive, on se retrouve sans troupes ». Et cela est toujours vrai en 1936.

Claude Bancel.

CINEMA

CANNES : deux films seulement...

(De notre envoyé spécial Alcor)

Cannes, 11 mai. La question maintenant pour tous ceux qui participent à ce XX^e Festival est de savoir si les promesses qui leur avaient été faites sur un Festival enfin différent des précédents se réaliseront avant le gala de clôture. La fusée cannoise dont, à grand renfort de publicité, le départ avait été fixé au 5 mai n'est toujours qu'un pétard mouillé.

Avec *Cendres*, de Wajda, la Pologne a ouvert cette compétition avec un film décevant parce que signé

d'avoir assagi un peu Diderot, de lui avoir un peu limé les dents, mais son film est si beau qu'on passe aisément sur une petite amputation de l'esprit de Diderot. Ce film nous avait fait espérer un grand festival, mais hélas !...

L'Allemagne, avec *E S*, d'Ulrich Shamon, nous fait toujours désespérer de voir un jour un vrai cinéma allemand. Ce film m'a profondément ennuyé et je ne trouve vraiment rien à dire sur ce film que je puisse porter à son actif. C'est lent, prétentieux



« Cendres » : la rencontre du prince Gintult avec le jeune Napoléon.

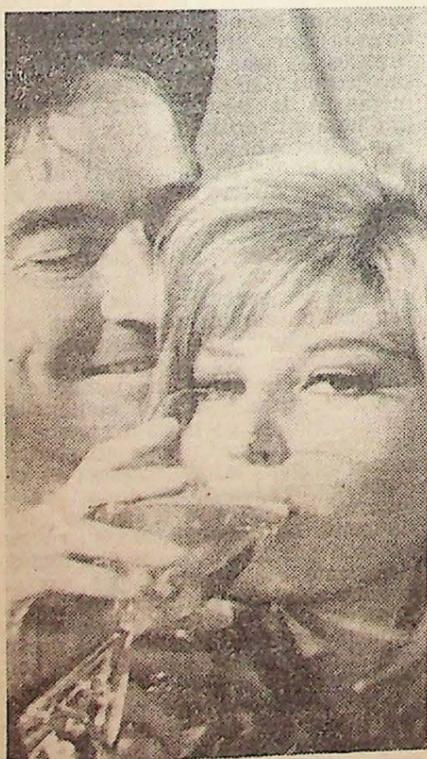
Wajda, on attendait mieux du réalisateur de *Lotna*, *Cendres et Diamant*, *Lady Macbeth Sibérienne*, ce film, signé par un autre réalisateur polonais, aurait été au-dessus de la moyenne, mais signé par ce grand cinéaste qu'est Wajda... Le film est long, trop long. Si quelques passages, véritables fresques historiques, nous envoûtent, ils sont isolées dans une histoire mal racontée. Si l'interprétation est bonne, elle ne suffit pas à nous ren-

et son scénario est de ces scénarios qui courent les productions cinématographiques, ennuyeux, encore sur l'avortement. Décidément, il y a des réalisateurs qui s'acharnent à suivre cette filière qui trouve toujours son public. Ce sujet n'a pas encore trouvé le réalisateur qui pourra le traiter.

Deuxième film, deuxième espoir de voir enfin du cinéma. Le film de Joseph Losey est, à ce jour, celui qui, avec *La Religieuse*, de Rivette, a secoué ce festival endormi. Après Sean Connery-James Bond, voici, tel Superman, un super James Bond en jupon, une super-Monica Vitti. Mais ce qui différencie des cinéastes comme Terence Young d'un Joseph Losey, c'est que chez ce dernier rien n'est gratuit. Si l'on rit très souvent avec ce film, il y a toujours un goût amer qui accompagne ce rire. Si *Modesty Blaise* est un film comique, il pose quand même des questions qui nous inquiètent, et le personnage de *Modesty Blaise* qu'incarne Monica Vitti, s'il est désopilant, nous laisse songeur ; on ne peut y croire, non, cela ne pourra pas être. Entre un James Bond de série et ce nouveau film de Losey, il y a l'écart qui existe entre un policier de série B et des films comme *Psychose*, le même écart entre un réalisateur simple exécutant et un artiste comme Losey, Hitchcock... *Modesty Blaise* est un film qu'il faut avoir vu, ce sont ces films qui nous persuadent que le cinéma existe toujours.

Le Festival continue, nous espérons toujours qu'il ne se résumera pas à deux films.

A propos du Festival, un autre scandale cinématographique encore dû à nos sphères supérieures, en l'occurrence le Quai d'Orsay, puisque ce sont les Affaires étrangères qui régissent le Festival de Cannes. Si M. André Malraux a sélectionné le film d'Alain Resnay, *La Guerre est finie*, pour ce Festival, ses organisateurs ne se sont pas gênés pour refuser la sélection fixée par ce ministre, qui reste quand même pour tous l'auteur de *L'Espoir*, en arguant que le film de M. Alain Resnay était de nature à choquer, à offenser une nation participante : l'Espagne. L'Espagne du général Franco ne pouvait tolérer qu'un film antifranquiste figure à une manifestation internationale où elle-même participe, elle ne pouvait tolérer de se voir dire publiquement ce qu'elle refuse de voir. On est loin de cette résolution de l'O.N.U. qui, au lendemain de la guerre, avait refusé l'entrée de l'Es-



« Modesty Blaise » : Monica Vitti a « secoué » un festival endormi.

dre passionnant ce film, loin de valoir le merveilleux *Guerre et Paix*, de Bondartchouk.

La Religieuse, de Jacques Rivette, est le film qui, heureusement, nous a donné l'impression que le cinéma français était bien vivant. Je ne peux trouver une raison qui puisse justifier l'interdiction de ce film, beau, merveilleux, que l'on ne peut plus oublier. Avec sobriété, Rivette nous a rendu fidèlement le livre, l'esprit de Diderot. Je ne pourrais faire au réalisateur qu'un seul reproche, c'est

pagne fasciste en son sein. Aujourd'hui, nous voyons malheureusement qu'elle peut, par crainte d'être choquée, faire annuler la décision d'un ministre, tourner en dérision un Festival de Cannes consentant. Non, je n'arrive pas à croire que nos diri-

geants soient descendus si bas, jusqu'aux franquistes.

Enfin, un Festival parfait comme Cannes ne pouvait passer sur l'occasion de faire un jury représentant les différentes académies, mais si peu compétent sur le cinéma.

VIENT DE PARAÎTRE

● Jean Mialet : « L'aide ou la bombe », Editions du Centurion, 175 pages. —

● Philippe Farine : « Une terre pour les hommes », Editions du Centurion, 126 pages. — Ces deux ouvrages portent la marque de réflexions différentes des nôtres, du moins fournissent-ils sur les problèmes de la faim et de l'aide des renseignements fort utiles. Nous songeons en particulier à l'analyse de J. Mialet qui tend à souligner la limite des sacrifices demandés aux Français par la politique de coopération. A côté de cela, une phraseologie parfois bavarde, souvent gaulliste, restreint la portée d'une démonstration qui ne manque pas de valeur. Le livre de Farine à cet égard nous paraît mieux conçu, car surtout centré sur un exposé chiffré et argumenté de faits. A l'heure où se prépare « le grand rendez-vous de 1980 », une lecture profitable mais inégale.

● Osendé Afana : « L'Economie de l'Ouest - Atricaïn », François Maspéro, 158 pages, 21,60 F. — L'auteur, dirigeant de l'« Union des Populations du Cameroun », connaît son sujet, un sujet au surplus mal connu. Ce qui nous vaut un tableau solide d'une économie fondée sur la culture du cacao passant en revue les différents aspects liés à cette monoculture. Les problèmes monétaires sont judicieusement abordés, fluctuation des cours, formation de l'épargne locale, etc. Plus d'un lecteur en tirera un profit certain. Mais les choses se gâtent un peu lorsque Osendé Afana nous administre un cours « ex-cathedra » de marxisme largement inspiré des thèses chinoises : d'une part, nous n'ignorons plus rien d'une pensée abondamment servie par une littérature généreuse et bien souvent lassante ; d'autre part, il nous semble que ces analyses quelque peu schématiques négligent un peu trop une réalité plus complexe dont quelques coups d'Etat se sont faits récemment les précurseurs géants. On reçoit beaucoup d'un tel ouvrage, on en attend beaucoup plus !

Sur les élections présidentielles

● Georges Suffert : « De Defferre à Mitterrand », Editions du Seuil, 190 pages. — M. G. Suffert est sans aucun doute assez éloigné de nos analyses politiques, aussi bien sur le plan tactique que sur le plan stratégique. Il n'en demeure pas moins

qu'il a joué un rôle non négligeable ces dernières années, notamment lors de l'expérience Defferre. A ce titre, son ouvrage mérite d'être lu, comme on prend connaissance d'un témoignage. Le Suffert est le premier d'une longue série d'ouvrages sur les présidentielles annoncée par les éditeurs.

● Debré-Mendès-France : « Le grand débat », Editions Gonthier, 204 pages, 9,60 F. Préface de Georges Altschuler. — Il s'agit du texte intégral des trois émissions d'Europe N° 1 qui avaient, durant la campagne présidentielle, opposé Pierre Mendès-France à M. Debré. La confrontation est passionnante, à la fois par ce qu'elle peut nous apprendre sur les faits et par la juxtaposition de deux philosophies différentes. C'est en même temps un résumé de la France actuelle, un document sociologique sur deux leaders et aussi dans le fond l'amorce d'une démarche dont la notion de programme est le terme.

● Jean-François Steiner : « Treblinka », Editions Fayard, 396 pages, 16,95 F. Préface de Simone de Beauvoir. — Ce livre a fait couler beaucoup d'encre et chacun connaît déjà un peu la manière dont Steiner a conçu sa terrible description. Rarement, on n'osera aller aussi loin, avec tant de rigueur, de science et de talent, pour rendre accessibles, compréhensibles, l'horreur quotidienne et l'absurde infini de l'univers concentrationnaire. A rapprocher de la pièce de Peter Weiss, « L'Instruction ». A lire non pas seulement par devoir, mais par nécessité.

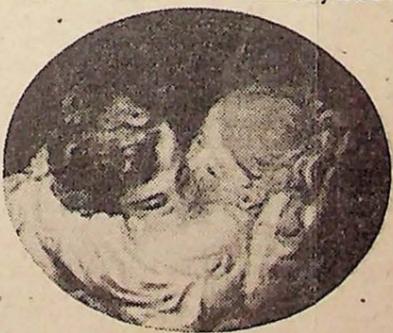
● « Le Racisme devant la Science », UNESCO-Gallimard, 544 pages, 15 F. — Ouvrage épuisé que les éditions Gallimard viennent de rééditer. On trouve réunis les noms de Claude Lévi-Strauss, Michel Leiris, Harry-L. Shapiro, Otto Klineberg, etc. C'est-à-dire quelques-uns des plus grands spécialistes susceptibles d'approcher scientifiquement les notions de racisme que l'universalisme de l'esprit de gauche considère trop souvent comme des excroissances de l'esprit de droite au lieu de les concevoir avant tout comme des faits sociaux. Cette réédition s'imposait en raison de la densité et de la qualité des divers articles. Les enseignants y puiseront quelques thèmes utiles à des leçons d'instruction civique. A posséder comme on dispose d'un dictionnaire ou d'un atlas.

une occasion absolument exceptionnelle

LES ŒUVRES ROMANESQUES DE DIDEROT

En un seul volume le texte non expurgé de :

LA RELIGIEUSE
LES BIJOUX INDISCRETS
JACQUES LE FATALISTE
LE NEVEU DE RAMEAU, ETC.



dans une magnifique édition illustrée en noir et en couleur d'œuvres des maîtres du XVIII^e : FRAGONARD, BOUCHER, GREUZE, etc.

un volume 20 x 16 de 800 pages sur velin blanc, 48 illustr., relié pleine toile, offert par la LIBRAIRIE PILOTE, 22 rue de Grenelle, au prix invraisemblable de **29⁵⁰** (+ 3 fr. de frais pour envoi à domicile avec droit de retour)

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 22 r. de Grenelle Paris 7^e Bab. 82-40

Veuillez m'adresser LES ŒUVRES ROMANESQUES DE DIDEROT

Je vous envoie ci-joint 32 f. 50 (29 f. 50 + 3 f. de frais) en un chèque

chèque postal à v/c.c.p. Paris 13905-31 mandat.

Envoyez-moi l'ouvrage contre remboursement de 32 f. 50.

Il est entendu que je serai immédiatement remboursé si je vous renvoie dans les 5 jours le volume intact dans son emballage d'origine.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

Signature.....

VIEILLE GAUCHE ET PAYS NEUFS

Au-delà de l'affaire Ben Barka

Si l'on s'en tient au seul plan français, les réactions des milieux politiques à l'affaire Ben Barka démontrent à nouveau le manque de vues à long terme de la part de la gauche socialiste. L'ambiguïté de l'antigaullisme, déjà apparue au cours de l'élection présidentielle, s'est développée au point que nul ne s'est encore étonné de voir la presse d'extrême-droite cacher ses répugnances envers le leader marocain pour faire chorus avec les journaux d'en face, le seul but immédiat étant de saper le prestige de l'Élysée, considéré comme la pierre angulaire du régime.

La gauche avait pourtant, pour une fois, le terrain idéal où anticolonialisme traditionnel et lutte contre la V^e République coïncidaient en apparence. Il semble cependant que l'occasion fut manquée de se démarquer aussi de la droite conservatrice, et de repenser les attitudes en face de cette seconde manche de la décolonisation, la plus dure à réussir. Où en sont donc les socialistes à propos du tiers monde ?

Le schéma des premiers temps de la lutte anticolonialiste n'a pas encore été dépassé

SUR ce terrain, l'opinion, comme beaucoup de militants, pense encore confusément sur la base d'une équation simpliste : tout colonisé — individu ou groupe — est et demeure bon et juste ; tous les colonisateurs sont bornés et méchants. Parallèlement, les solidarités personnelles, nouées au temps des combats courageux, certes, mais si facilement justifiés, continuent à jouer aujourd'hui encore et masquent alors l'évolution intervenue. On peut dire qu'aux premiers âges de la décolonisation, l'opinion française libérale, c'est-à-dire hostile au maintien du *statu quo*, se divisait en trois tendances. Une frange très active, liée parfois aux milieux d'affaires, était partisane d'une reconversion que le bon sens imposait. Une autre frange, doctrinaire et dure, voyait les tentatives d'émancipation des peuples d'outre-mer dans la perspective, plus vaste, de l'éveil du tiers monde, de la lutte des blocs et de l'anti-impérialisme. Cette tendance, minoritaire et très dynamique, fut déchirée par des rivalités de clans, lors de la guerre d'Algérie notamment. Au centre, enfin, un « marais » très dense était composé essentiellement de militants, de gens sincères, choqués avant tout par les aspects humains du combat : images du fellah opprimé, méthodes de répression policières, problèmes moraux posés par le durcissement d'une guerre de plus en plus dépassée.

Vint, avec la paix en Algérie, la chute brutale d'une tension engendrée vers 1946-1947 (Indochine, Madagascar) qui n'avait fait que croître. Les tendances se volatiliserent, s'atomisèrent. La masse des anticolonialistes sentimentaux sombra alors dans un mythe à point venu : la coopération.

La stratégie gaulliste

AU même moment, le style du général de Gaulle, catalysant la droite et dépassant ses divergences internes, mettait au point une politique à l'égard des peuples accédant à l'autonomie qui avait été entrevue déjà par certains milieux dirigeants, lors de l'indépendance marocaine (1955-1957). Ce système, maintes fois décrit, dénommé d'une façon incomplète néo-colonialisme, gagne à être décrit avec plus de précision.

Il ne suffit pas de dénoncer l'installation d'une bourgeoisie nationale parasitaire dans les pays nouvellement indépendants ; il faut aussi replacer ce phénomène dans une stratégie plus vaste. D'un côté, la revendication nationaliste à l'état pur n'avait fait que mûrir un problème que les dirigeants les plus conscients des puissances colonisatrices avaient entrevu : la poussée démographique, les conséquences, diluées, certes, mais relativement grandissantes des équipements et des apports dans les territoires coloniaux, tout cela risquait de provoquer une accélération des besoins locaux, entraînant par là même une demande croissante de crédits d'investissement et de fonctionnement. En reconnaissant la création d'États neufs, on aboutissait plutôt à

mettre les frais généraux de la souveraineté à la charge directe des économies locales, tout en donnant satisfaction aux désirs politiques de self-gouvernement. Du même coup, cet héritage, sans cesse alourdi par les initiatives inévitablement peu cohérentes des nouveaux États en matière économique et sociale, accélérerait la décadence économique, source de troubles et d'aventures.

D'un autre côté, pour enrayer ces glissements, la couche sociale dominante portée au pouvoir, faute de vouloir une mutation des structures et des mentalités — que le nationaliste le plus ardent peut lui-même difficilement envisager de sang-froid, en est réduite à sauvegarder l'essentiel de la construction coloniale, accaparée qu'elle est par ailleurs à faire face aux besoins et aux problèmes urgents que la conjoncture accumule (chômage, désorganisation administrative, finances publiques, politiques extérieures, etc.). Pour ce faire, une seule voie se présente : l'assistance technique et financière de l'ancienne nation dominante, la plus facile à mettre en place immédiatement, pour des raisons évidentes : communauté linguistique, juridique, administrative, liens personnels.

Symétriquement, après avoir fait la part du feu inévitable en cas de décolonisation politique (part du feu où l'on retrouve les clivages intérieurs français entre groupes sociaux dominants et dominés), les milieux dirigeants français se rendirent compte que, pour éviter une « congolisation » rapide des jeunes nations, il importait de les doter d'une infrastructure publique suffisante pour tenir pendant la période de flottement au bout de laquelle la bourgeoisie nationale aurait retrouvé ou consolidé ses assises politiques et sociales. Les pouvoirs grandissants que le régime gaulliste a donnés à l'oligarchie financière et à la haute administration françaises, parallèlement au déclin des contrôles parlementaires, ont permis la mise en place des procédures d'assistance sans avoir trop à en tenir au courant l'opinion publique (1). L'admirable mécanisme de la zone franc, chef-d'œuvre d'institution coutumière, fournit un cadre souple et discret à ce type de relations entre les deux partenaires. Enrobant le tout, la rencontre des besoins de l'ancien colonisé et des désirs de l'ancien colonisateur se concrétise dans un moule publicitaire qui n'a pas fini de faire fortune : la coopération.

La gauche dans le schéma gaulliste

IL n'est pas étonnant que cette stratégie gaulliste, qui continue à heurter bien des couches conservatrices ou traditionalistes de la nation française, ait trouvé un allié de fait dans la gauche de notre pays. Cette collusion inconsciente, dont le côté contre nature apparaît parfois à l'occasion de débats parlementaires ou de l'activité de certaines associations, s'explique notamment par le manque d'approfondissement doctrinal des milieux de cette gauche.

Une fois achevée l'accession à l'indépendance des jeunes pays, ceux qui ont, en France, lutté pour en aider les promoteurs, subissent l'inévitable démobilité des lendemains sans fièvre et, absorbés par d'autres perspectives, distinguent mal l'apparition de nouveaux clivages chez leurs amis de la veille. Il en reste seulement un désir confus d'aider les nouvelles nations sur tous les plans de l'assistance. Un certain paternalisme de gauche s'est même fait jour, qui poursuit en l'actualisant le vieux rêve jacobin de l'assimilation (« Je veux aider ces gens-là à se rapprocher de mon modèle et de mon niveau »). Sur le plan culturel, comment ne pas avouer une certaine répugnance du corps enseignant français, malgré une orientation politique généralement favorable, à envisager la substitution d'une langue nationale au français dans la scolarisation et l'alphabétisation, alors qu'il y a là une condition essentielle à l'élaboration d'un moule humain homogène, voie étroite, mais indispensable, au développement à long terme. Sans qu'il soit question de mettre en doute la bonne volonté des coopérateurs techniques pris individuellement, force est de constater que leur présence et leur insertion contribuent objectivement, dans ces conditions, à permettre l'accession au pouvoir d'une couche dirigeante opposée, consciemment ou non, aux

réformes fondamentales nécessaires à l'évolution de ces pays.

Ce fait est corroboré si l'on examine les circuits dans lesquels s'élaborent les différentes formes d'assistance technique aux pays d'outre-mer. Les fonctionnaires français sont tenus, par les impératifs de leur carrière, à suivre la ligne générale de leur gouvernement : ceux qui eurent tendance à l'oublier furent rappelés à l'ordre par des moyens discrets, mais efficaces. Les autres catégories de salariés sont encore plus soumises aux directives de leurs employeurs-fournisseurs, qu'ils appartiennent au secteur privé ou semi-public. Quant aux militants qui ont tenté de concrétiser leur engagement par un pacte individuel avec l'État local, ils ont été progressivement éliminés ou neutralisés au fur et à mesure du rapprochement de cet État avec le régime gaulliste, ceci sans parler de ceux que leur zèle maladroit n'a pas manqué de discréditer. A la limite d'ailleurs, une ordonnance de 1959 — prise en pleine guerre d'Algérie — permet toujours de faire planer la menace d'un retrait de nationalité au Français trop compromis avec des nations ou organismes internationaux dont la politique serait jugée nuisible aux intérêts de la France.

Une illustration saisissante : l'Algérie

ON comprendra bientôt, un peu tard peut-être, l'excellent terrain de manœuvre qu'a constitué l'Algérie pour la stratégie gaulliste de décolonisation. Après sept ans d'une guerre dure et pleine d'inconnues, l'important était, à partir de 1962, d'éviter le passage instantané d'un combat d'émancipation à celui d'une révolution populaire. Certes, on sait maintenant que des ferments traditionnels à ce pays ont joué un rôle de frein important, mais les dirigeants français n'en ont pas moins connu une période transitoire qui était, cette fois-ci, très délicate à surmonter. La part du feu fut, ici, violente et traumatisante : exode des Européens (rendant vain tout un pan des accords d'Évian), confiscation du patrimoine immobilier des particuliers et des entreprises, saisie brutale des domaines agraires, etc., qui, joints à des outrances de vocabulaire, vinrent alimenter le cartésianisme latent d'une large partie de l'opinion française.

Mais l'essentiel fut sauvegardé : banques, industries moyennes et grandes, pétrole, relations commerciales, appartenance à la zone franc, présence culturelle de premier rang, bases sahariennes. Sachant l'inéluctable impasse économique et sociale vers laquelle l'Algérie se destinait, faute de révisions déchirantes qu'il était terrible d'envisager à la légère même pour les quelques marxistes algériens, il suffisait alors de « tenir » et de laisser le régime local s'épuiser en ses propres contradictions, dans les affres de la gestion d'un héritage colonial parmi les plus lourds (infrastructure, charges financières et sociales, destructions et usures de la guerre). Dans une telle optique, les dirigeants gaullistes ont vu d'un très bon œil, voire même encouragé l'envoi d'assistants techniques à orientation de gauche. Leur présence en Algérie contribua à présenter une face nouvelle de la présence française dont la nécessité n'était pas superflue. Mais, comme les leviers politiques et économiques de la société française ne sont pas entre les mains de la gauche socialiste, les bonnes volontés individuelles ont fourni là le meilleur des alibis. Une fois encore, il faut avoir le courage de le reconnaître, le mythe de la coopération et l'attachement sans nuances que les milieux de gauche y portent, ont objectivement servi la reconversion du capitalisme financier français en Algérie. Que ceux qui ne le voient pas relisent les déclarations répétées des personnalités gouvernementales françaises à propos de « l'expérience pilote » que constituerait la coopération franco-algérienne, exemple édifiant d'un accord parfait entre un pays capitaliste industrialisé et un pays sous-développé se voulant socialiste. Pareillement, il faudrait une étude à elle toute seule pour démontrer comment l'accord pétrolier de juillet 1965 n'est que la réédition de la vieille dialectique du cheval et du cavalier. Parallèlement, le prestige

du président de Gaulle, surgissant après les reniements du Front républicain de 1956 et les éternels virages des hommes politiques de la IV^e République, n'a pas peu contribué à habiller le grand jeu de la décolonisation. Il fallait malgré tout à un homme comme Ben Bella une grande ignorance du régime gaulliste, lorsqu'il déclarait (des citations abondent) qu'en matière de développement économique, c'était à l'État et non pas aux groupes privés que l'Algérie voulait avoir affaire côté français. Le putsch du 19 juin 1965 n'aura fait que révéler une évolution qui était déjà en cours.

Pour une doctrine nouvelle

SOUHAITONS que le règne des Oufkir ne s'installe pas en Algérie comme ailleurs, consolidant alors une période de sombre régression dans l'émancipation des jeunes nations. En un temps où, en matière d'aide au tiers monde, la fin du bilatéralisme (de nation à nation ou par groupes régionaux type accords de Yaoundé) n'est pas pour demain, la gauche socialiste doit se démarquer du jeu gaulliste en affirmant, là comme ailleurs, sa propre option.

Si, d'aventure, cette gauche accédait au pouvoir en France (et dans quelques pays voisins), il faudrait envisager sans honte la mise en place d'un type nouveau d'influence et de concertation. Dans un tel cadre, l'assistance technique et financière ne devra profiter qu'aux nations où la couche dirigeante acceptera : 1°) une austérité généralisée dans laquelle ne seront satisfaits que ses seuls besoins nécessaires à sa fonction au service de la collectivité ; 2°) une planification rigoureuse, écartant notamment les dépenses publiques et les crédits à l'économie actuellement détournés vers des secteurs improductifs (immobilier, frais somptuaires, courtages divers, tourisme de façade, etc.) ; 3°) un effort le meilleur possible pour la scolarisation et l'alphabétisation des masses, ainsi que leur participation à la gestion des affaires publiques.

Tout ceci s'entend, bien sûr, dans le respect de la personnalité propre des pays sous-développés, et quelques conflits seraient inévitables. Ils auraient à être dépassés par un effort vers une multilatéralisation la plus rapide des aides. Une telle option ne peut aller, bien évidemment, de pair qu'avec une nouvelle politique des revenus et une réorientation de la production nationale en France même. A la limite, l'aide socialiste implique un véritable choix de caractère philosophique, sur le plan mondial et intérieur, qui serait un des éléments à mettre en place dans une société socialiste moderne de pays industrialisés.

En attendant, la critique de la stratégie gaulliste de décolonisation est étroitement liée aux luttes de l'opposition sur les questions de politique intérieure. La dénonciation du détournement des moyens et des domaines de la puissance publique au profit du grand capital monopoliste est valable sur ce terrain comme sur les autres. La lutte pour un contrôle démocratique des entreprises et circuits économiques est identique en matière d'assistance technique et financière. La dénonciation du soutien accordé par la France à des régimes décadents est illustrée par un cas comme celui de l'affaire Ben Barka, dont on a surtout retenu l'aspect purement intérieur. Sur le plan doctrinal, il importe enfin de prendre position, face aux tendances « chinoises » du socialisme mondial, pour savoir si les forces de gauche dans les pays développés capitalistes sont les alliés indispensables de l'émancipation des peuples du tiers monde, ou si elles sont condamnées à être des forces d'appoint folkloriques et épisodiques. Là comme ailleurs, la gauche se doit de bâtir un programme moderne et des méthodes adaptées. Faute de quoi, mieux vaut céder la place à une droite qui, contrairement à un mot célèbre, est loin d'être la plus bête du monde.

Paul Baron.

(1) « ...L'obscurité de l'organisation de l'aide permet d'éviter la clarté sur les mécanismes réels... », écrit (p. 75) Alfred Grosser dans son livre *La Politique extérieure de la V^e République* (Éditions du Seuil), où la coopération est analysée de façon perspicace.